

# BAROMETRE DES MEDIAS AFRICAINS

Première analyse locale du paysage  
médiatique en Afrique

## MALI 2012

French/English



AFRICAN  
MEDIA  
BAROMETER

FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG



# **BAROMETRE DES MEDIAS AFRICAINS**

Première analyse locale du paysage  
médiatique en Afrique



## **MALI 2012**

Version Française

**Publié par/ Published by:**

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)  
fesmedia Africa  
Windhoek, Namibia  
Tel: +264 (0)61 237438  
E-mail: [info@fesmedia.org](mailto:info@fesmedia.org)  
[www.fesmedia.org](http://www.fesmedia.org)  
Director: Mareike Le Pelley

© Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

**ISBN**

No. 978-99945-77-03-3

**Toute vente ou utilisation à des fins commerciales des médias publiés par Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sauf autorisation écrite de FES.**

**The sale or commercial use of all media published by the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) is prohibited without the written consent of the FES.**

Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce volume ne reflètent pas nécessairement les opinions de Friedrich-Ebert-Stiftung ou Fesmedia Afrique. Fesmedia Afrique ne se porte pas responsable de l'exactitude des données présentées dans ce document.

The findings, interpretations and conclusions expressed in this volume do not necessarily reflect the views of the Friedrich-Ebert-Stiftung or fesmedia Africa. fesmedia Africa does not guarantee the accuracy of the data included in this work.

# TABLE DES MATIERES

|        |    |
|--------|----|
| RÉSUMÉ | 05 |
|--------|----|

|           |    |
|-----------|----|
| SECTEUR 1 | 11 |
|-----------|----|

La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue.

|           |    |
|-----------|----|
| SECTEUR 2 | 27 |
|-----------|----|

Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la viabilité.

|           |    |
|-----------|----|
| SECTEUR 3 | 41 |
|-----------|----|

La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante, le diffuseur public est transformé en véritable service public.

|           |    |
|-----------|----|
| SECTEUR 4 | 57 |
|-----------|----|

Les médias exercent des normes professionnelles de haut niveau.

|                  |    |
|------------------|----|
| LA VOIE À SUIVRE | 68 |
|------------------|----|

|         |    |
|---------|----|
| ENGLISH | 71 |
|---------|----|

English Version  
African Media Barometer Mali 2013

# Le Baromètre des Médias Africains

Le Baromètre des Médias Africains (African Media Barometer, AMB) est une description en profondeur et une évaluation compréhensive de l'environnement médiatiques sur le continent africain. À la différence d'autres enquêtes de presse ou des médias, l'AMB est un exercice d'auto-évaluation effectué par des Africains et selon des critères et déclarations africains comme la «Déclaration des principes de la liberté d'expression en Afrique» (2002) de la «Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP)<sup>1</sup>». En collaboration avec l'Institut des Médias pour l'Afrique Australe (Media Institute for Southern Africa, MISA), le projet 'médias' de la Friedrich-Ebert-Stiftung en Afrique (fesmedia Africa) a créé le Baromètre des Médias Africains (AMB) en 2004.

Le Baromètre des Médias Africains (AMB) est une analyse qui permet d'évaluer l'environnement médiatique d'un pays tout servant d'instrument de lobbying pour les réformes dans le secteur des médias.

Ses résultats sont communiqués au public du pays concerné pour viser l'amélioration de la situation des médias en prenant la Déclaration de la CADHP Africaine et d'autres normes africaines comme indices de référence.

Les recommandations des rapports AMB sont aussi transmises aux 19 bureaux des pays de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) en Afrique et à d'autres organisations locales comme l'Institut des Médias pour l'Afrique Australe (Media Institute for Southern Africa, MISA).

## Méthodologie et système de notation

Tous les deux à trois ans, une commission de 10 à 12 experts se réunit pour évaluer la situation des médias dans leur pays respectif. Le panel est composé à part égale des représentants des médias et de la société civile au sens large.

Pendant un jour et demi, ils discutent l'environnement médiatique de leur pays à l'aide de 45 indicateurs prédéterminés. La réunion est présidée par un consultant indépendant, qui est aussi responsable de la rédaction du rapport AMB.

Après le débat d'un indicateur, les membres du panel attribuent leur note individuelle pour cet indicateur par vote anonyme et en accord avec les critères suivants:

---

1 La CADHP est l'organe de l'Union Africaine (UA) qui fait autorité et qui a le mandat d'interpréter la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.

|          |                                                     |                                                                                   |
|----------|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| <b>1</b> | Pays ne répond pas aux critères d'indicateur        |  |
| <b>2</b> | Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur |  |
| <b>3</b> | Pays répond à plusieurs critères d'indicateur       |  |
| <b>4</b> | Pays répond à la plupart des critères d'indicateur  |  |
| <b>5</b> | Pays répond à tous les critères d'indicateur        |  |

La somme des notes individuelles pour un indicateur sera divisée par le nombre de panélistes afin de déterminer une note moyenne par indicateur. Ces notes moyennes par indicateur sont additionnées pour obtenir une moyenne par secteur qui ensuite représente la note finale d'un pays.

## Résultats

Le rapport final est un résumé qualitatif de la discussion et indique également les notes moyennes pour chaque indicateur, secteur et la note final du pays. Dans le rapport les membres du panel ne sont pas nommés pour les protéger des répercussions négatives.

Avec le temps les rapports bi-annuels ou tri-annuels mesurent le développement de l'environnement médiatique d'un pays particulier. Leurs résultats devraient former la base d'une discussion politique sur la réforme médiatique.

Dans les pays, où l'anglais n'est pas la langue officielle, le rapport est une édition bilingue.

La Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) et ses bureaux servent seulement comme convocateurs du panel et comme garants d'une méthodologie standardisée. Le panel est responsable du contenu de la discussion et du rapport qui ne représente pas ou ne reflète pas forcément les vues de Friedrich-Ebert-Stiftung.

Fin 2008, les indicateurs ont été révisés, amendés, et de nouveaux indicateurs qui traitent des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ont été intégrés afin de répondre au progrès rapide de ce secteur.<sup>2</sup>

Vers la fin de 2012, le Baromètre des Médias Africains avait déjà eu lieu dans 29 pays africains, dont certains d'entre eux pour la troisième fois.

**Mareike Le Pelley**  
**Directrice du Projet Médias**  
**en Afrique (fesmedia Africa)**  
**Friedrich-Ebert-Stiftung,**  
**Windhoek, Namibie**

**Zoe Titus**  
**Directeur Regional**  
**L'Institut des Média pour**  
**l'Afrique Australe (MISA)**  
**Windhoek, Namibie**

<sup>2</sup> Les indicateurs ont été révisé, amendé et décalé en 2008/2009. Par conséquent, la comparaison des notes de certains indicateurs et des notes des secteurs des rapports précédentes n'est plus possible.



*29 pays du BMA (2005-2012)*

# Baromètre des médias en Afrique

## MALI 2012

### Résumé

Depuis 1992, le Mali a adopté une constitution qui garantit la liberté d'expression, en droite ligne avec la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (Art 11), la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (Art 19), la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (Art 9).

Il en est de même avec la liberté des médias. L'article 7 de la Constitution du 25 février 1992 stipule: «La liberté de la presse est reconnue et garantie». Il existe également une loi portant régime de la presse et une autre loi spécifique à l'audiovisuel. Toutes les deux protègent la liberté de la presse, mais précisent que cette liberté s'exerce dans les conditions fixées par la loi et les règlements subséquents.

La liberté d'expression existe donc au Mali, mais aujourd'hui c'est surtout au plan formel. Car la crise qui a divisé le pays en deux avec l'occupation du Nord par des envahisseurs islamistes et indépendantistes a mis les libertés entre parenthèse, surtout dans les zones occupées. De même, le coup d'Etat du 22 mars a fragilisé la liberté de la presse.

Des cas d'agression ont été relevés contre des personnes ayant exprimé des opinions jugées non conformes par le pouvoir en place tant au nord que dans le reste du pays. Ce qui fait qu'aujourd'hui «au Mali, on y réfléchit à deux fois avant de s'exprimer.»

L'accès à l'information publique est régie par une loi qui fixe beaucoup de limites pour le public. La loi précise les catégories de documents administratifs non accessibles au public. Il s'agit de ceux dont la communication peut porter atteinte au secret des délibérations du gouvernement, au secret de la défense nationale ou la politique extérieure, à la sûreté de l'État et à la sécurité publique, au déroulement des procédures engagées devant les juridictions ou d'opérations préliminaires à de telles procédures (sauf autorisation donnée par l'autorité compétente), au secret de la vie privée, des dossiers personnels et médicaux, au secret en matière commerciale et industrielle, à la recherche d'infractions fiscales et douanières ou, d'une façon générale, aux informations protégées par la loi.

Le Mali a ratifié la plupart des instruments internationaux sur la liberté d'expression et la liberté de la presse, mais n'applique pas toujours le suivi de chacune de ces conventions et traités.

Il n'y a pas d'autorisation préalable pour les publications écrites. Une simple déclaration suffit. Par contre il existe des dispositions qui réglementent l'entrée

dans la profession de journaliste. Mais ces dispositions ne sont pas toujours respectées et bien des journalistes exercent sans répondre aux critères demandés.

La loi ne protège pas la confidentialité des sources d'information. Des journalistes ont été interpellés pour n'avoir pas révélé leurs sources. Quant aux sites web, la réglementation en la matière est encore embryonnaire et ils ne font donc l'objet d'aucune restriction. Le contrôle d'Internet semble également hors de portée, et il n'y a donc pour le moment aucune velléité dans ce sens par les pouvoirs publics.

Au Mali la société civile soutient les médias et l'Etat tient compte de l'avis de la profession pour adopter les lois pertinentes.

On dénombre beaucoup de journaux au Mali (250 titres en langue française) et plus de 300 radios privées. La télévision est encore le monopole de l'Etat mais on peut capter plus de 200 chaînes sur le satellite. Quant à la télévision nationale, son signal ne couvre pas tout le pays, surtout le nord sous occupation par les Islamistes.

Le tirage des journaux est très bas: entre 500 et 5000 exemplaires par parution. Ces journaux parviennent rarement à l'intérieur du territoire national.

Enfin il existe des journaux en ligne, mais la connexion internet est plutôt chère (environ 50 centimes d'euros l'heure à Bamako) en comparaison au revenu moyen au Mali.

La presse écrite est généralement mal distribuée. Seule la coopérative Jamana, qui édite des journaux en langues locales, semble tirer son épingle du jeu.

L'Etat laisse assez de marge de manœuvre au quotidien qu'il publie, *l'Essor*. Par contre il est très regardant quant aux programmes de l'Office de Radiodiffusion Télévision du Mali (ORTM).

La loi n'interdit pas les monopoles et la concentration des médias. D'ailleurs l'installation des radios privées a précédé la législation et il s'est trouvé des propriétaires qui ont possédé plusieurs chaînes de radio. Une nouvelle loi a été votée au début de l'année 2012. Elle réglemente le fonctionnement de l'audiovisuel, mais elle n'est pas encore mise en application.

Les médias sont peu viables. Il en naît et meurt régulièrement. Le tirage des journaux est très faible et les radios génèrent peu de recettes. Pour soutenir les médias, l'Etat exonère partiellement les organes de presse de la TVA et accorde une aide directe en numéraire. Celle-ci s'élève en théorie à 200 millions CFA annuellement (environ 305 000 euros), mais cette année elle a été ramenée à 91 millions CFA (environ 150 mille euros), dont le tiers est destiné à la Maison de la Presse. Quant aux médias d'Etat, ils reçoivent une subvention qui équivaut à 70% de leur budget de fonctionnement.

Le contenu des médias maliens est déséquilibré en faveur des hommes. Mais cela n'est pas propre aux médias. Dans la société en général, les pesanteurs culturelles confinent la femme au second rang. Il y a tout de même beaucoup de femmes animatrices de radio ou télévision, ou techniciennes.

Il y a des efforts pour couvrir la société dans sa diversité. Mais il y a encore du chemin à faire. L'ORTM et les radios communautaires sont en avance sur ce terrain.

Le Mali a mis en place une politique des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) depuis 2005. Cependant l'accès aux TICs reste limitée, surtout dans les régions du Nord actuellement sous occupation.

Le marché de la publicité est étroit au Mali et il est difficile d'en donner une estimation fiable. La publicité est gérée par l'Agence Malienne de Presse et de Publicité (AMAP). L'Etat essaie tant bien que mal de ne pas influencer la ligne éditoriale des organes de presse auxquels il donne de la publicité. Ce sont surtout les annonceurs privés qui acceptent difficilement d'être critiqués par les médias où ils font de la publicité.

La législation sur l'audiovisuel malien a été mise à jour au début de l'année 2012, mais cela n'a pas encore d'effet sur le terrain. Elle prévoit notamment la création d'un fonds de promotion de la production nationale, ainsi que la collecte, la sauvegarde et l'archivage du patrimoine audiovisuel national.

Elle impose un quota de productions nationales sur les antennes et harmonise le processus de régulation car actuellement il existe deux organes de régulation. Ces deux organes n'ont d'ailleurs pas réellement de pouvoir car aucun d'eux n'a l'indépendance et l'autorité nécessaires pour assainir et moraliser les milieux des médias. Leurs membres sont nommés par diverses institutions de la République, à l'exclusion de la société civile.

Les fréquences de diffusion sont attribuées par le ministère de la communication et les licences d'exploitation sont délivrées conjointement par le ministère de l'administration territoriale et celui de la communication.

Le conseil d'administration de l'ORTM est également dominé par les institutions de la République. Le processus de désignation de ses membres n'est pas transparent. C'est le ministre de tutelle qui en est le président et le Directeur général de l'ORTM est nommé par le Président de la République sur proposition du ministre de tutelle.

C'est un cahier des charges qui régit les relations entre l'Etat et l'ORTM, ce qui rend ce dernier plutôt vulnérable aux ingérences. Mais il est possible de résister aux ingérences si l'ORTM a, à sa tête, une forte personnalité.

Les deux tiers du budget de l'ORTM (environ 15 600 000 000 CFA / ca. 24 000 000 euros de budget annuel) sont fournis par l'Etat Ce qui laisse la porte ouverte à une influence directe. La pression commerciale est plus limitée.

Au plan technique, l'ORTM couvre effectivement un tiers du territoire national. Il reste surtout le Nord, sous occupation, où les installations ont été détruites

Les programmes de l'ORTM sont assez variés. Mais avec un peu plus d'efforts, ils peuvent mieux couvrir les différents segments de la société. Les informations sont dominées par les aspects institutionnels. Dans ce domaine, la main du pouvoir en place n'est jamais très loin, surtout en ce qui concerne la télévision.

Il y a des velléités pour couvrir l'arrière pays. Cependant il reste du chemin à parcourir, avec une meilleure utilisation des stations régionales de l'Office.

Au Mali les radios communautaires sont régies par les mêmes textes que les radios privées commerciales. Toutes ont droit à l'aide à la presse. Ce qu'elles reçoivent est symbolique en réalité. Pour l'année 2012 par exemple, il y avait 30 millions CFA (ca. 45 000 euro) à partager entre 325 radios.

Les médias n'ont pas de code interne de déontologie ou de conduite. Par contre la profession a adopté un code et il existe un organe d'autorégulation. Son efficacité est pratiquement nulle car il n'a pas les moyens de son fonctionnement. Il découle de tout cela qu'il y a beaucoup de manquements à la déontologie dans les médias.

Le premier manquement est indiscutablement la partialité et l'inexactitude dans le traitement de l'information. De même, l'investigation est rarement poussée. Seul un journal, le Sphynx qui paraît tous les vendredis, s'essaie au journalisme d'investigation. La politique est le domaine de prédilection des médias. Ici ils s'adonnent à des commentaires et des prises de position, parfois au détriment des faits. Enfin, autre manquement, la corruption. Les salaires sont trop bas ou parfois inexistantes. Alors beaucoup de journalistes réclament souvent de l'argent aux promoteurs des événements qu'ils couvrent. Parfois ceux-ci le leur donne sans attendre qu'on leur demande. Ces pratiques ne sont pas limitées qu'au milieu de la presse. C'est un phénomène de société.

Les journalistes maliens pratiquent l'autocensure. Par exemple ils sont réticents à donner des informations contraires aux intérêts de leurs annonceurs, leurs parents, leurs amis, ou leur communauté en général. A cela s'ajoute la censure des propriétaires qui estiment que leurs organes de presse doivent refléter leur sensibilité.

Au Mali, il n'y a pas de structures de formation dont les diplômes sont reconnus par l'Etat. Beaucoup de journalistes ont été formés par des instituts privés nationaux, et certains ont des diplômes d'écoles étrangères. Pour le reste

quelques organismes internationaux offrent de temps en temps des modules de formation. Un institut de formation est en cours de construction par le ministère de la communication.

Il existe une cinquantaine d'associations de journalistes au Mali. Mais elles sont faibles et souvent minées par des querelles internes. Il y a cependant une remobilisation, face aux agressions qui ont fait suite à la situation sécuritaire due aux événements du Nord.



# SECTEUR 1:

**La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue.**

# La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue.

## 1.1 La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est garantie dans la Constitution et protégée par d'autres lois.

L'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 pose le principe de la liberté d'expression: «la libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme: tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté, dans les cas déterminés par la loi.» La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 reprend les mêmes préoccupations en son article 19, la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples en son article 9.

La constitution malienne du 25 février 1992 dans son préambule déjà renvoie aux dispositions ci-dessus. Elle dispose en son article 4 que: «toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion, de culte, d'opinion, d'expression et de création dans le respect de la loi.» L'article 7 de cette loi fondamentale stipule que: «La liberté de la presse est reconnue et garantie. Elle s'exerce dans les conditions fixées par la loi. L'égal accès pour tous aux médias d'État est assuré par un organe indépendant dont le statut est fixé par une loi organique.»

La loi N° 00-46/AN-RM du 7 juillet 2000 portant régime de la presse et délit de presse régit cette liberté au Mali.

La récente loi N° 2012-019 du 12 mars 2012 relative aux services privés de communication audiovisuelle, adoptée le 23 février 2012 par l'Assemblée nationale, en son article 1er dispose que: «La communication audiovisuelle est libre en République du Mali. Cette liberté s'exerce dans le respect des conditions fixées par la présente loi et les règlements subséquents.»

## Le pointage:

### Notes individuelles:

|   |                                                     |                                                                                   |
|---|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| 1 | Pays ne répond pas aux critères d'indicateur        |  |
| 2 | Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur |  |
| 3 | Pays répond à plusieurs critères d'indicateur       |  |
| 4 | Pays répond à la plupart des critères d'indicateur  |  |
| 5 | Pays répond à tous les critères d'indicateur        |  |

Moyenne de l'indicateur:

4.7

## 1.2 Le droit à la liberté d'expression est effectif et les citoyens, y compris les journalistes, exercent leurs droits sans crainte.

Formellement la liberté d'expression est effective. La législation malienne limite la liberté d'opinion et d'expression en ce qui concerne les propos incitant à la haine raciale, nationale ou religieuse et relevant de l'appel au meurtre qui sont punis par la loi. «L'actualité c'est le nord et le coup d'État, des sujets très sensibles dont on ne peut pas parler librement, de peur des représailles.» explique un panéliste. De facto, reconnaissent les panélistes, dans le contexte de crise sécuritaire et institutionnelle, il y a une crainte manifeste pour le citoyen de s'exprimer. Un autre panéliste fait remarquer qu'avec l'occupation des régions du nord du Mali, toutes les libertés fondamentales sont mises entre parenthèses à Gao, Kidal et Tombouctou.

Les différentes agressions et atteintes à l'intégrité physique de plusieurs journalistes ont été rappelées par les panélistes. Première victime, l'envoyé spécial de *France Culture*, M. Omar Ouahmane, avait été pris à partie par des militaires putschistes dans la nuit du 28 au 29 mars 2012, alors qu'il rentrait à son hôtel situé en face de l'Office Radiodiffusion et Télévision du Mali (ORTM) à Bamako.

Successivement à dix jours d'intervalle, MM. Abderamane Keïta, directeur de la rédaction du journal privé *L' Aurore* et Saouti Labass Haïdara, directeur de publication du quotidien privé *L'Indépendant*, sont enlevés, et roués de coups par des individus armés. A Bamako, six animateurs de la radio Kayira ont été interpellés par l'Inspection Générale de la gendarmerie, suite à l'agression du Président intérimaire Dioncounda Traoré, le 21 mai 2012, dans son palais.

À Gao le cas le plus emblématique est l'agression, dans la nuit du 5 août 2012, de Malick Aliou Maïga animateur de Radio «Adar Koïma», également correspondant

de la chaîne américaine «La Voix de l'Amérique» par quatre hommes armés du Mouvement pour l'unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO).

Dernier cas connu, celui du chanteur Harouna Sylla plus connu sous le pseudonyme de Roberto Magic Sapeur. L'artiste affirme avoir été menacé par des hommes en armes après la récente sortie d'une chanson dans laquelle il critique ouvertement l'armée, courant octobre 2012.

Une panéliste témoigne des brimades dont elle a fait l'objet pour «avoir osé s'exprimer sur un sujet considéré comme un secret de Polichinelle» Au-delà de ces entraves, il y a aussi les pesanteurs socioculturelles qui ne permettent pas souvent la libre expression. La conclusion générale est qu'«on y pense à deux fois avant de s'exprimer aujourd'hui au Mali».

## Le pointage:

### Notes individuelles:

|   |                                                     |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |   |   |   |  |   |
|---|-----------------------------------------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|--|--|---|---|---|--|---|
| 1 | Pays ne répond pas aux critères d'indicateur        |   |   |   | ✓ |   |   |   |   |  |  | ✓ | ✓ | ✓ |  |   |
| 2 | Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur | ✓ | ✓ | ✓ |   |   | ✓ | ✓ | ✓ |  |  |   |   |   |  |   |
| 3 | Pays répond à plusieurs critères d'indicateur       |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |   |   |   |  | ✓ |
| 4 | Pays répond à la plupart des critères d'indicateur  |   |   |   |   | ✓ |   |   |   |  |  |   |   |   |  |   |
| 5 | Pays répond à tous les critères d'indicateur        |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |   |   |   |  |   |

Moyenne de l'indicateur:

1.9

## 1.3 Il n'y a pas de lois, ni des parties de la législation, limitant la liberté d'expressions telles que des lois excessives sur les secrets d'Etat et les délits de presse, ou des lois qui empiètent de façon déraisonnable sur les responsabilités des médias.

La loi N° 98-012 du 19 janvier 1998 régissant les relations entre l'Administration et les usagers des services publics et le Décret n° 03-580/P RM du 30 décembre 2003 fixant les modalités d'application de la loi régissant les relations entre l'Administration et les usagers des services publics limitent les catégories d'informations accessibles.

La loi n° 98-012 du 19 janvier 1998 régissant les relations entre l'Administration et les usagers des services publics garantit l'accès aux services publics pour tous les usagers se trouvant dans la même situation juridique (article 5) sans aucune discrimination fondée sur l'origine sociale, la race, le sexe, la langue, la religion

ou l'opinion politique ou philosophique. «Les usagers des services publics ont le droit d'être informés des motifs des décisions administratives individuelles ou collectives défavorables qui les concernent» (article 7).

La liberté d'accès aux documents administratifs ne s'étend pas aux documents dont la consultation ou la communication peut porter atteinte au secret des délibérations du gouvernement; au secret de la défense nationale ou la politique extérieure; à la sûreté de l'État et à la sécurité publique; au déroulement des procédures engagées devant les juridictions ou d'opérations préliminaires à de telles procédures, sauf autorisation donnée par l'autorité compétente; au secret de la vie privée, des dossiers personnels et médicaux; au secret en matière commerciale et industrielle; à la recherche d'infractions fiscales et douanières ou d'une façon générale aux informations protégées par la loi.

Les documents qui ne peuvent être communiqués au public en raison de leur nature ou de leur objet portent selon le cas, les mentions de protection suivantes: très secret défense; secret-défense; confidentiel défense; confidentiel; diffusion restreinte.

L'Administration doit communiquer aux personnes qui le demandent les documents administratifs à caractère nominatif les concernant, sans que des motifs tirés du secret de la vie privée, du secret médical ou du secret en matière commerciale et industrielle portant exclusivement sur des faits qui leur sont personnels, puissent leur être opposés. Toutefois les informations de caractère médical ne peuvent être communiquées à l'intéressé que par l'intermédiaire d'un médecin de son choix.

Les panélistes révèlent que la loi n° 98-012 du 19 janvier 1998 régissant les relations entre l'Administration et les usagers des services publics ne peut pas être considérée comme une loi régissant le domaine complet de l'accès à l'information. Elle vise à améliorer la qualité du service offert par l'Administration au public.

La loi n° 02 — 052 du 22 juillet 2002 relative aux archives en son article 7 stipule: «Les documents dont la communication était libre avant leur dépôt aux archives publiques continueront d'être communiqués sans restriction d'aucune sorte à toute personne qui en fera la demande. Les conditions de consultation et de communication des autres documents d'archives publiques sont fixées par décret pris en Conseil des ministres.» Mais son décret d'application n° 02-424/PM-RM du 9 sept. 2002 en son article 22 rallonge les exceptions. Il stipule: «Les documents conservés par la direction nationale des archives du Mali et les archives des collectivités territoriales, lorsqu'ils ont trente ans, sont librement communicables, exception faite:

- des documents intéressant la sûreté de l'État, la défense nationale ou met en cause la vie privée des citoyens;

- des documents en état de détérioration avancée, en très mauvais état de conservation ou d'insécurité;
- des documents fiscaux, domaniaux, commerciaux et politiques concernant les contentieux non réglés qui intéressent l'État, les dommages de guerre, les négociations financières, monétaires, commerciales avec l'étranger d'une part, les dossiers médicaux, d'état civil, comptes rendus de jugements, les rapports et fiches de renseignements à caractère nominal mettant en cause la vie privée d'autre part, dont le délai de communication est porté à soixante (60) ans ou plus suivant les cas.»

Il y a aussi la loi N° 00-46/AN-RM du 7 juillet 2000 portant régime de la presse et délit de presse qui fixe les limites de cette liberté au Mali. Ces textes de loi font également l'objet de la relecture en cours.

## Le pointage:

**Notes individuelles:**

|          |                                                     |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|----------|-----------------------------------------------------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| <b>1</b> | Pays ne répond pas aux critères d'indicateur        |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>2</b> | Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>3</b> | Pays répond à plusieurs critères d'indicateur       |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>4</b> | Pays répond à la plupart des critères d'indicateur  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>5</b> | Pays répond à tous les critères d'indicateur        |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

**Moyenne de l'indicateur:**

## 2.6

#### 1.4 Le gouvernement s'efforce d'honorer les instruments régionaux et internationaux sur la liberté d'expression et la liberté des médias.

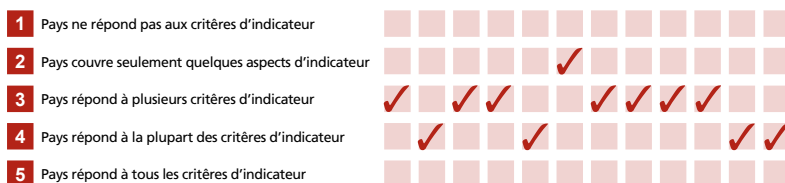
Le Mali a signé, ratifié, et adhéré à presque tous les instruments juridiques internationaux sur la liberté d'expression et la liberté des médias. Il a notamment ratifié la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH), adhéré au Pacte international de l'Organisation des Nations Unies (ONU) relatif aux droits civils et politiques (adopté en 1966 par l'Assemblée générale des Nations Unies), signé la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (adopté à Nairobi en juin 1981 et entré en vigueur le 21 octobre 1986). L'article 9 de ladite charte stipule que «toute personne a droit à l'information. Toute personne a le droit d'exprimer et de diffuser ses opinions dans le cadre des lois et règlements en vigueur». Le Mali a aussi ratifié le traité de la CEDEAO de 1975 dans ces articles 65 et 68 qui consacrent la liberté d'expression.

Le Mali adhère aux différentes déclarations et prend même en compte dans sa législation et sa réglementation les principes édictés par ces cadres et instruments. En général, il ratifie toutes les conventions mais n'applique pas le mécanisme de suivi de chacune de ces conventions.

Les panélistes reconnaissent tout de même que n'étant pas en contradiction avec les normes constitutionnelles, même lorsque le Mali ne ratifie pas les normes internationales, il les intègre souvent dans son arsenal juridique.

## Le pointage:

**Notes individuelles:**



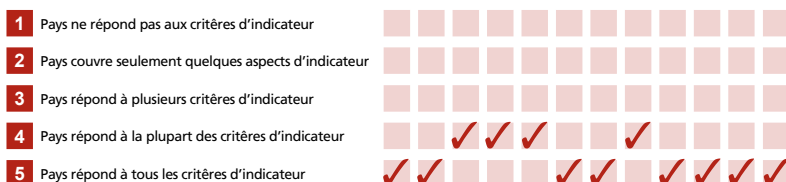
**Moyenne de l'indicateur:** 3.3

**1.5 Les publications écrites ne sont pas soumises à l'autorisation préalable des pouvoirs publics.**

Conformément à l'article 7 de la loi N° 00-46/AN-RM du 7 juillet 2000 portant régime de la presse et délit de presse: «Avant la publication de tout journal ou écrit périodique, il sera fait au parquet du tribunal de Première Instance une déclaration de parution contenant: le titre du journal ou écrit périodique et son mode de publication; le nom et l'adresse du Directeur de publication; l'indication de l'imprimerie où il doit être imprimé; le tirage moyen prévu». Le promoteur doit aussi effectuer le dépôt légal (article 9). Au terme de cette loi pour éditer un journal, on n'a pas besoin d'autorisation. C'est le régime de la déclaration qui prévaut. Par contre, les radios et télévisions sont soumises au régime de l'autorisation.

## Le pointage:

**Notes individuelles:**



**Moyenne de l'indicateur:**

## 4.7

**1.6 L'entrée dans, et l'exercice de la profession de journaliste ne sont pas restreintes par la loi.**

L'Article 4 de la loi N° 00-46/AN-RM de 7 juillet 2000 portant régime de la presse dispose, «Le journaliste est celui qui, titulaire d'un diplôme de journalisme ou d'un diplôme d'études supérieures avec une année d'expérience professionnelle, a pour activité principale rétribuée la collecte, le traitement et la diffusion d'informations et de nouvelles, dans le cadre d'un organe médiatique public ou privé, écrit ou audiovisuel.». Le critère principal d'accès au métier est la formation professionnelle.

Un autre obstacle à l'accès à la profession de journaliste est le décret N° 892-191/P-RM du 5 octobre 1992 instituant la commission de la carte de presse, titre d'identification du journaliste au Mali. La commission est chargée de l'attribution, de la suspension temporaire ou du retrait de la carte de presse.

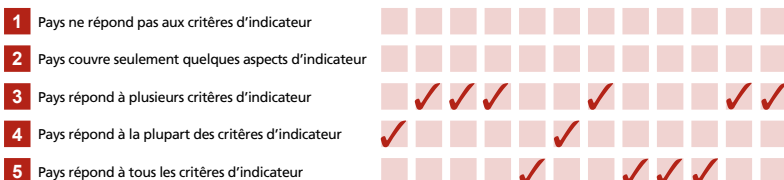
Dans les rédactions, il y a des «journalistes» qui ne satisfont pas à l'article 4, et qui disposent alors de cartes délivrées par leurs employeurs, ce que les panélistes appellent les «cartes maisons».

Au Mali, tout individu peut être propriétaire d'organe de presse, mais le directeur de publication doit, selon la loi, être obligatoirement un journaliste. En son article 13, la loi N° 00-46/AN-RM du 7 juillet 2000 portant régime de la presse dispose que: «Le directeur de publication est responsable du contenu du journal. Il doit être âgé de 21 ans révolus, avoir au moins trois ans d'expérience professionnelle, jouir de ses droits civiques et avoir son domicile ou sa résidence au Mali».

Malgré ces dispositions légales, des personnes ne remplissant pas ces critères et conditions exercent librement en tant que journalistes.

## Le pointage:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

3.8

## 1.7 Les sources confidentielles d'information sont protégées par la loi et/ou par les tribunaux.

Les sources confidentielles ne bénéficient d'aucune protection légale. Cependant la loi régissant la presse fait obligation au directeur de publication d'exiger que les auteurs qui remettent des articles non signés ou utilisent un pseudonyme lui fournissent par écrit avant insertion de leurs articles, leur véritable identité. «Il n'y a pas de loi garantissant la confidentialité des informations» constate un panéliste.

En son article 15, le code de déontologie du journaliste au Mali, qui n'a pas force de loi, fait obligation au journaliste de garder le secret professionnel et de ne pas divulguer la source des informations obtenues confidentiellement. Devant les tribunaux, les journalistes ne se sentent pas obligés de dévoiler leurs sources. Car certains juges, par principe, demandent mais n'insistent pas. Aucun professionnel de l'information n'a été forcé à le faire.

Les panélistes ont fait référence au cas de M. Chahana Takiou, directeur de publication du quotidien «*Le 22 septembre*», qui a passé quelques instants à la Sécurité d'État pour des problèmes de source d'information. Le directeur de publication du quotidien *L'Indépendant* Saouti Haïdara a été arrêté brièvement, le 16 mai 2012, par trois agents de la sécurité d'État.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

|          |                                                     |                                     |                                     |                                     |                          |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |
|----------|-----------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| <b>1</b> | Pays ne répond pas aux critères d'indicateur        | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            |
| <b>2</b> | Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| <b>3</b> | Pays répond à plusieurs critères d'indicateur       | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| <b>4</b> | Pays répond à la plupart des critères d'indicateur  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |
| <b>5</b> | Pays répond à tous les critères d'indicateur        | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |

Moyenne de l'indicateur:

1.4

## 1.8 L'information publique est facilement accessible, garantie par la loi et à tous les citoyens.

La loi N° 98-012 du 19 janvier 1998 fixe les règles générales régissant les relations entre l'administration et les usagers des services publics. Elle énonce le principe de l'accès aux documents administratifs. Cependant elle limite les catégories d'informations accessibles.

Cette loi permet à tout citoyen de consulter les documents émanant de l'administration publique, à la condition, toutefois, que ceux-ci ne fassent pas partie de ceux protégés par la loi. Selon l'article 12 de cette loi, «l'accès aux documents administratifs de caractère nominatif est libre. Sont considérés documents administratifs de caractère non nominatif, tous dossiers, rapports, études, comptes-rendus, statistiques, directives, instructions ou circulaires qui comportent une interprétation du droit positif ou une description des procédures administratives».

Dans son application des problèmes se posent. Il s'agit, entre autres, de la lourdeur administrative. Pire, cette loi en son article 15 établit une liste d'informations auxquelles les citoyens ne doivent pas avoir accès. Elle dispose que: «la liberté d'accès aux documents administratifs ne s'étend pas aux documents dont la consultation peut porter atteinte:

- au secret des délibérations du gouvernement;
- au secret de la défense nationale ou de la politique extérieure;
- à la sûreté de l'État et à la sécurité publique;
- au déroulement des procédures engagées devant les juridictions ou d'opérations préliminaires à de telles procédures, sauf autorisation donnée par l'autorité compétente;
- au secret de la vie privée, des dossiers personnels et médicaux;
- au secret en matière commerciale et industrielle;
- à la recherche d'infractions fiscales et douanières;

- ou d'une façon générale aux informations protégées par la loi.

Les documents administratifs qui ne peuvent être communiqués au public en raison de leur nature ou de leur objet portent, selon le cas les mentions de protections suivantes:

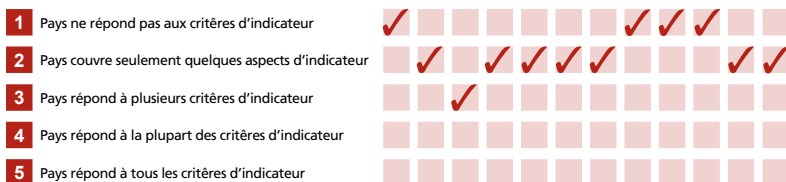
- très secret défense;
- secret défense;
- confidentielle défense;
- confidentiel;
- diffusion restreinte.»

Il y a, certes, des efforts pour mettre les documents administratifs à la disposition des citoyens, grâce aux réformes institutionnelles en cours. Dans certaines administrations publiques, des mécanismes de communication notamment des bureaux d'orientation et d'information du public sont mis en place; mais, ils ne livrent pas toujours l'information utile. L'accès à l'information proprement dite n'est pas toujours évident.

Un avant-projet de loi à cet effet existe déjà. Mais il est bloqué par la situation institutionnelle du pays.

## Le pointage:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

1.8

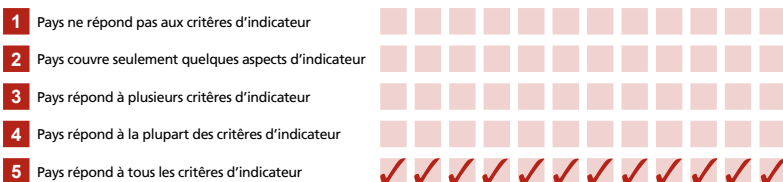
## 1.9 Les sites web et les blogs ne sont pas tenus d'être déclarés ou d'obtenir l'autorisation préalable des pouvoirs publics.

Les sites web, Blogs et plates-formes de réseaux sociaux sont un domaine nouveau qui ne fait l'objet d'aucune législation ou réglementation. Ils ne sont soumis à aucune déclaration ou autorisation préalable. Un panéliste ne manque pas de qualifier le domaine d'un grand boulevard vierge de toute balise.

Les avant-projets de loi sur les médias tentent d'intégrer cette nouvelle donne dans l'arsenal juridique pour un meilleur encadrement.

## Le pointage:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

5.0

## 1.10 L'Etat ne cherche pas à bloquer ou à filtrer le contenu d'Internet à moins qu'il n'y ait des dispositions légales qui servent des intérêts légitimes et qui sont nécessaires dans une société démocratique.

Selon un panéliste, même si l'État le voulait, il n'a pas les moyens techniques de bloquer ou filtrer le contenu d'Internet. Certains panélistes ont fait référence à des cas de sites Internet inaccessibles et il ressort des débats que cela est beaucoup plus le fait d'initiatives individuelles de citoyens que de l'État.

Un autre panéliste affirme que l'Etat espionne plutôt les SMS (short messages service) envoyés à partir des téléphones ou les écoutes téléphoniques qui ont déjà fait des victimes dans les rangs des journalistes interpellés. Les panélistes ont fait référence au cas de M. Birama Fall, directeur de publication du bihebdomadaire, *Le Prétoire*, interpellé le 12 mai 2012, par la sécurité d'État, avant d'être relâché quatre heures plus tard. Il lui est reproché une conversation téléphonique avec un ancien ministre.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

|   |                                                     |  |
|---|-----------------------------------------------------|--|
| 1 | Pays ne répond pas aux critères d'indicateur        |  |
| 2 | Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur |  |
| 3 | Pays répond à plusieurs critères d'indicateur       |  |
| 4 | Pays répond à la plupart des critères d'indicateur  |  |
| 5 | Pays répond à tous les critères d'indicateur        |  |

Moyenne de l'indicateur:

3.9

## 1.11 La société civile en général, et les groupes de pression des médias défendent activement la cause de la liberté des médias.

En termes de défense de la liberté de la presse, les panélistes reconnaissent que les groupes de pression des médias sont actifs. En fonction de leur domaine d'intervention, les organisations de la société civile se mobilisent parfois en faveur des médias. Les associations de défense des droits humains comme l'Association malienne des droits de l'homme (AMDH), la ligue des juristes pour les droits humains (LJDH), l'observatoire pour les droits humains et la paix (ODHP) se retrouvent en première ligne dans la défense des médias.

«Ce que l'on appelle au Mali le cas de Saouti a été l'aboutissement d'une succession d'événements et d'exactions contre les journalistes qui a mobilisé, au-delà de la société civile, même la classe politique pour arrêter la spirale de violence...», rappelle un panéliste.

Au sein de la corporation, il y a plusieurs associations de journalistes et de patrons de médias qui se retrouvent dans une faïtière, la Maison de la presse. Il s'agit essentiellement de l'Union Nationale des Journalistes du Mali (l'UNAJOM), l'Association des éditeurs de presse privée du Mali (ASSEP), l'Association de Journalistes pour la Promotion du Professionnalisme (AJPP), l'Union des Radiodiffusions et Télévisions Libres (l'URTEL), l'Organisation des jeunes reporters du Mali (ORJM). L'Agence malienne de Presse et de Publicité (l'AMAP) et l'Office de Radiodiffusion et Télévision du Mali (ORTM) sont également membres de la Maison de la Presse. La liste n'est pas exhaustive.

## Le pointage:

**Notes individuelles:**

|                                                       | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|-------------------------------------------------------|---|---|---|---|---|
| 1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur        |   |   |   |   |   |
| 2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur |   |   |   |   |   |
| 3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur       |   |   |   |   |   |
| 4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur  |   |   | ✓ | ✓ | ✓ |
| 5 Pays répond à tous les critères d'indicateur        | ✓ | ✓ |   |   |   |

**Moyenne de l'indicateur:** 4.4

**1.12 La législation sur les médias est le résultat de concertations approfondies entre les institutions, les citoyens et les groupes d'intérêt.**

La Loi N° 00-46/AN-RM du 7 juillet 2000 portant régime de la presse et délit de presse est la troisième génération. Elle est l'aboutissement d'un long processus qui a débuté au forum politique national de 1998 réunissant toutes les composantes socioprofessionnelles du Mali. À l'image des précédentes, elle n'a pas résisté aux vicissitudes du temps et aux exigences toujours fortes de refléter les objectifs de démocratisation et de bonne gouvernance de l'État malien: contribuer au renforcement de la liberté d'expression et des droits de la communication des citoyens, y compris défavorisés et marginalisés.

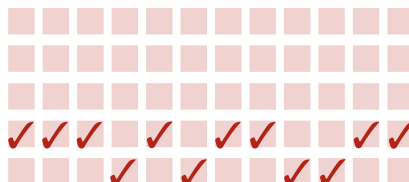
Fortes recommandations des 3èmes journées qui ont réuni toutes les composantes de la société, la révision du cadre juridique traduit la volonté générale de doter le pays d'un environnement propice au développement harmonieux des médias et à la consolidation de la démocratie. Un avant-projet de loi portant régime de la presse est élaboré et même engagé dans le processus d'adoption. Malheureusement, il connaît un coup d'arrêt en raison de la situation institutionnelle.

Certains panélistes affirment avoir pris part au processus d'élaboration. « Il y a des concertations, mais elles ne sont pas approfondies. » déplorent d'autres.

## Le pointage:

**Notes individuelles:**

- 1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5 Pays répond à tous les critères d'indicateur



**Moyenne de l'indicateur:** 4.4

**Note du secteur 1:** 3.5



# SECTEUR 2:

**Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la viabilité.**

## Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la viabilité.

### 2.1 Une large gamme de sources d'informations (écrites, audiovisuelles, Internet, téléphones portables) est disponible et financièrement accessible aux citoyens.

Selon les panélistes les sources sont disponibles mais non accessibles à tout le monde. Il y a l'Office de Radiodiffusion Télédiffusion du Mali (ORTM) qui comprend une station nationale, une chaîne II émettant sur Bamako et environ, huit (8) stations régionales dont 3 sont détruites et deux (2) Chaînes de télévision nationale. À l'exception des régions du nord sous occupation des islamistes, le signal de la télévision malienne est capté à travers le territoire malien.

Selon les chiffres officiels, il existe au Mali trois cent vingt-cinq (325) radios privées en modulation de fréquence sur toute l'étendue du territoire national. Elles sont privées commerciales, associatives (communautaires, confessionnelles, coopératives). Cinq (5) programmes étrangers de radio sont relayés par certains des organes nationaux.

Environ 200 chaînes de télévision étrangères cryptées sont rediffusées au Mali. Il n'y a pas encore de télévision privée autorisée. Cependant, l'État n'exerce plus son monopole dans le domaine, une chaîne de télévision privée s'est mise en place depuis 2004 sans autorisation. Le taux national de couverture télévisuel est d'environ 75 % pour l'ORTM.

La presse en langue française compte 250 journaux indépendants dont une cinquantaine seulement, paraît plus ou moins régulièrement. Il y a 9 quotidiens, 28 hebdomadaires, 9 bi-hebdo, 2 autres paraissent à l'improviste. Il y a aussi les journaux publics dont le quotidien national en français et les autres publications en langues nationales essoufflés par l'effilochement d'un lectorat de la campagne qui de plus en plus colle l'oreille au petit poste récepteur. Il s'agit des mensuels *Kibaru*, *Xibaaré*, *Kabaru* éditées par l'Agence malienne de presse et de publicité (AMAP), et *Jèkabaara* (environ 30.000 exemplaires) de la coopérative culturelle Jamana destinées au monde rural. Ces journaux en langue nationale couvrent des aires linguistiques surtout dans la zone cotonnière qui a une population de 4 millions et couvre les zones Mali-sud, Mali-ouest, notamment les régions de Sikasso; de Ségou, Koulikoro... Ce qui explique le fort tirage du mensuel de *Jamana Jèkabaara*.

Paradoxalement les tirages des journaux en langue française sont très bas; ils sont estimés entre 500 et 5 000 exemplaires par parution. Ils ne sont distribués qu'à

Bamako, la capitale. Quelques rares exemplaires parviennent au lecteur du Mali profond. Quelques revues internationales sont dans les kiosques de la capitale, mais pas à la portée de toutes les bourses.

Quant à la presse en ligne, quelques journaux proposent aux internautes, sur des sites les articles parus dans la version papier. Seul le Site du quotidien national est dynamique et régulièrement mis à jour. Quelques radios aussi peuvent être écoutées sur la toile mondiale.

De même, il existe trois journaux en ligne qui traitent l'actualité. On rencontre beaucoup plus de portails qui reprennent les articles parus dans les différents organes de la place, ils ne sont pas professionnels et suscitent trop de polémiques. Les opérateurs de téléphonie et plusieurs fournisseurs d'accès offrent leur service pour la connexion à l'Internet qui attire surtout les jeunes. Dans la capitale le coût mensuel de la connexion à haut débit est relativement élevé: en moyenne c'est 25 000 CFA (environ 38 euros) par rapport au revenu de la majorité des citoyens qui gagne à peine un dollar par jour. Le SMIG (salaire minimum interprofessionnel général) est de 36 415 CFA (environ 55 euros)

## Le pointage:

**Notes individuelles:**

[illegible]

**Moyenne de l'indicateur:** 3.4

## 2.2 L'accès des citoyens aux médias nationaux et internationaux n'est pas restreint par les pouvoirs publics.

Il n'y a aucune limite à l'accès du public aux médias nationaux et internationaux. Les obstacles sont tout simplement d'ordre pratique. Au Mali, les coûts d'impression sont très élevés; par exemple un journal format A3 de 6 pages en deux couleurs est tiré entre 120 et 130 CFA (0,20 euros) l'unité. Par contre, les antennes paraboliques sont relativement moins chères. Leur prix oscille entre 50 000 CFA (76 euros) et 75 000 CFA (114 euros) selon la puissance, le type de décodeur et la zone de provenance. Et la tendance est toujours à la baisse au bonheur des petites bourses. Ce qui facilite l'accès de certains citoyens aux télévisions et radios étrangères.

La rediffusion des programmes étrangers sonores et télévisuels n'est pas réglementée au Mali. En plus des journaux étrangers, trois (3) sociétés assurent la rediffusion de bouquets de chaînes de télévision étrangères cryptées. Des programmes de radios étrangères sont intégralement ou partiellement relayés par certains organes nationaux, publics ou privés.

L'Internet demeure un phénomène qui connaît un grand essor avec une accessibilité relative. À Bamako, par exemple en moyenne, l'heure de connexion coûte 300 FCFA (environ 50 centimes d'euros) avec une qualité de connectivité passable.

## Le pointage:

**Notes individuelles:**

- [illegible]

**Moyenne de l'indicateur:** 5.0

**2.3 Des efforts sont entrepris pour élargir le champ de diffusion de la presse écrite, particulièrement dans les communautés rurales.**

Il n'existe pas de réseau de distribution organisée de la presse. Quelques organes de presse organisent individuellement leur circuit de distribution. Le public cible reste, tout de même, celui de la capitale. Quelques efforts sont entrepris, mais demeurent insuffisants.

Pour palier cette absence, des journaux à diffusion locale voient le jour. *Le Ségovien*, le bi-mensuel régional de Ségou, le plus en vue bat de l'aile, *Koima Info*, l'unique journal du Gao au Nord a fermé pour des raisons d'insécurité. Les zones rurales sont desservies par une presse en langues locales. *Kibaru*, *Kibaré*, *Xaabaré*, et autres avec de forts tirages et couvrant différentes aires linguistiques. Ces actions sont soutenues par le réseau de distribution de la coopérative culturelle Jamana qui édite le magazine mensuel en langue Bamanan Jékabaraa. Pour cause, «la coopérative a un réseau de distribution populaire lié à son rôle historique dans la lutte démocratique. Mais de 2010 à 2012, il y a eu un relâchement et les journaux perdent beaucoup plus qu'ils ne gagnent» déclare un panéliste.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

|   |                                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |
|---|-----------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| 1 | Pays ne répond pas aux critères d'indicateur        | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            |
| 2 | Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 3 | Pays répond à plusieurs critères d'indicateur       | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| 4 | Pays répond à la plupart des critères d'indicateur  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| 5 | Pays répond à tous les critères d'indicateur        | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |

Moyenne de l'indicateur:

1.7

## 2.4 L'indépendance éditoriale de la presse écrite publiée par une autorité publique est protégée contre l'ingérence politique abusive.

Le quotidien national, *l'Essor*, est édité par l'Agence malienne de Presse et de Publicité (AMAP) un établissement public et administratif. Selon les panélistes cet organe jouit d'une certaine liberté de ton. Comme témoigne sa réactivité face à la question du nord, sujet très sensible. Toutes choses qu'on ne constate pas à l'Office de radiodiffusion et télévision du Mali (ORTM). Par exemple un panéliste témoigne que malgré le contexte d'insécurité au nord du pays, *l'Essor* continue encore de publier régulièrement des informations sur la situation de cette partie du pays et même des zones de réfugiés.

Créée par la loi No92-036/AN-RM du 24 décembre 1992, l'AMAP a pour missions:

- assurer à travers la confection, l'impression et la vente des titres de la presse d'État en français et dans les langues nationales, la diffusion de toutes les informations, susceptibles d'intéresser les citoyens maliens;
- assurer ou de collaborer à la confection et à l'impression de tout ouvrage concourant à une meilleure information des citoyens maliens;
- rechercher, de diffuser et de distribuer contre paiement dans le pays et vers l'extérieur, des informations nationales;
- redistribuer contre paiement, aux médias nationaux et aux usagers privés, un service d'informations mondiales obtenues par convention ou alliance avec d'autres agences de presse;
- mettre en œuvre la législation régissant la publicité en République du Mali;
- collecter, de réaliser ou de faciliter la réalisation des objets ou œuvres publicitaires;
- assurer la régie publicitaire des médias d'État et des tiers qui lui font demande.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

|   |                                                     |   |   |  |   |   |  |   |  |   |   |   |  |  |  |  |   |   |  |
|---|-----------------------------------------------------|---|---|--|---|---|--|---|--|---|---|---|--|--|--|--|---|---|--|
| 1 | Pays ne répond pas aux critères d'indicateur        |   | ✓ |  |   | ✓ |  | ✓ |  |   |   |   |  |  |  |  |   |   |  |
| 2 | Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur | ✓ |   |  | ✓ |   |  | ✓ |  |   |   | ✓ |  |  |  |  |   | ✓ |  |
| 3 | Pays répond à plusieurs critères d'indicateur       |   |   |  |   |   |  |   |  | ✓ | ✓ |   |  |  |  |  |   | ✓ |  |
| 4 | Pays répond à la plupart des critères d'indicateur  |   |   |  |   |   |  |   |  |   |   |   |  |  |  |  | ✓ |   |  |
| 5 | Pays répond à tous les critères d'indicateur        |   |   |  |   |   |  |   |  |   |   |   |  |  |  |  |   |   |  |

Moyenne de l'indicateur:

2.2

## 2.5 Une législation/régulation appropriée de la concurrence cherche à empêcher la concentration des médias et des monopoles.

On n'a pas besoin d'une autorisation préalable pour créer un organe de presse et aucune limite n'est fixée par le législateur en matière de propriété des médias, de monopole ou de concurrence. La création des organes audiovisuels — notamment les radios privées — a précédé la législation. La loi 2012-019 du 12 mars 2012 relative aux services privés de communication audiovisuelle corrige les insuffisances législatives en la matière, et prend en charge l'apparition dans le secteur de nouveaux services audiovisuels. Elle traite à la fois de la radio et de la télévision, détermine les conditions d'établissement, d'exploitation et de distribution des services privés de radiodiffusion télévisuelle et de radiodiffusion sonore et renforce les pouvoirs de régulation de l'audiovisuel.

Désormais, la responsabilité d'usage des fréquences, d'établissement et d'exploitation de services privés de radiodiffusion est dévolue à un seul organe de régulation qui doit être une autorité indépendante compétente.

Cette nouvelle loi n'est pas encore mise en application, ce sont les différents textes abrogés mais paradoxalement en vigueur qui ont posé les bases d'une diversité dans les programmes. C'est ainsi qu'il existe des groupes de communication audiovisuelle. Il s'agit, en l'occurrence, du réseau des radios communautaires de Jamana (10 radios), des groupes Finzan (8), TDM, Kayira (8), du réseau de radios communautaires Kayira... Mais la nouvelle loi dispose « Sous réserve du respect des dispositions de la loi portant sur la concurrence, sont prohibées, même par l'intermédiaire direct ou indirect d'une société du groupe implantée hors du Mali, toutes pratiques qui peuvent avoir pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence ou d'instaurer une situation d'abus de position dominante. » (Article 27)

## Le pointage:

### Notes individuelles:

|   |                                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |
|---|-----------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| 1 | Pays ne répond pas aux critères d'indicateur        | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 2 | Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| 3 | Pays répond à plusieurs critères d'indicateur       | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| 4 | Pays répond à la plupart des critères d'indicateur  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 5 | Pays répond à tous les critères d'indicateur        | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |

Moyenne de l'indicateur: 3.5

## 2.6 Le gouvernement promeut un paysage médiatique diversifié, avec des organes de presse économiquement viables et indépendants.

Les panélistes reconnaissent qu'au-delà de la diversité, l'État n'a pris aucune mesure incitative, aucun régime préférentiel pour accompagner les médias privés. Tout organe de presse qui remplit les conditions édictées par le décret N° 03 — 264 /P-RM du 7 juillet 2003 déterminant les conditions d'éligibilité, d'attribution et de gestion de l'aide publique à la presse reçoit un appui financier de l'État. Depuis sa mise en place en 1996, cette aide directe annuelle d'un montant de 200 millions de francs CFA (305 000 Euros), a été ramenée cette année à 91 millions de francs CFA (140 000 Euro) à répartir entre les organes de presse dont le nombre n'a cessé d'augmenter de façon exponentielle. Quant aux médias publics, ils reçoivent une subvention de l'État à hauteur de 70 % de leur budget global.

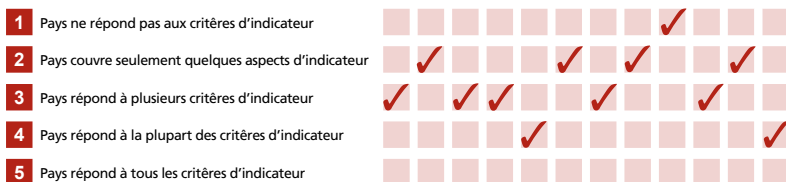
Au titre de l'aide indirecte, des panélistes ont cité l'exonération sur la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) consentie par les autorités compétentes conformément à l'article 195 de la loi 06-067 du 29 décembre 2006 portant code général des impôts au Mali. Il détermine les grands domaines (ventes et opérations assimilées, prestations de services, activités et prestations soumises à une taxe spécifique, et produits) exonérés de la Taxe sur la Valeur Ajoutée. Les médias sont classés dans le domaine des prestations de services.

Les recettes concernées par l'exonération sont celles se rattachant à la fourniture d'éléments d'information (à l'exception des recettes de publicité et des avis et communiqués autres que ceux relatifs aux décès de personnes), les prestations relatives à la composition et à l'impression des écrits périodiques... Mais les panélistes ont regretté «la non-vulgarisation de cette disposition qui noie la presse parmi certains produits alimentaires.» «Le Mali n'a pas encore ratifié "l'Accord

de Florence” qui consacre l'exonération des livres et intrants de certains droits et taxes des œuvres de l'esprit telles que les médias...

## Le pointage:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

2.7

## 2.7 Tous les médias reflètent de façon équitable les voix des hommes et des femmes.

Des sujets et programmes concernant les femmes existent, mais ils ne sont pas proportionnels à ceux dédiés aux hommes. «Peu de femmes fréquentent les rédactions. C'est pourquoi il n'y a pas grand intérêt pour les affaires les concernant. Il y a toujours ces obstacles socioculturels qui barrent le chemin de l'équité» reconnaît un panéliste. Les pesanteurs socioculturelles confinent la femme aux seconds rôles.

Les panélistes ont partagé les résultats d'une étude réalisée dans le cadre d'un projet pour «Renforcer le rôle et la représentation des femmes dans les médias en Afrique de l'Ouest» en 2011 qui montrent que 14.50 % seulement des sujets (généralement société et faits divers) sont relatifs au genre. Une journée de monitoring réalisée le 8 août 2011 sur 11 titres de presse recense 17 % d'articles sur les femmes, et à peine plus de 5 % du total des articles tous sujets confondus sont écrits par des femmes.

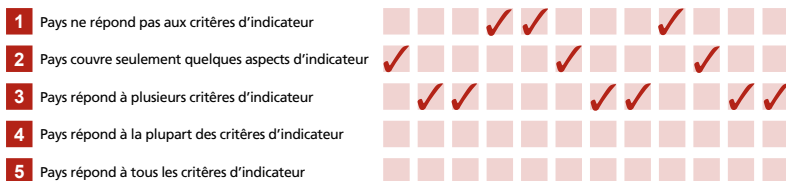
Quant à la place des femmes dans les médias, elles sont 10 % dans l'ensemble des 22 médias enquêtés à travers le pays Au Mali, quatre femmes seulement occupent un poste de direction sur l'ensemble des 22 médias enquêtés. Il s'avère que le regard porté par les journalistes sur leurs collègues femmes n'est pas toujours positif, même si celles-ci ne sont pas toujours dévalorisées de manière consciente ou préméditée.

Elles sont majoritairement animatrices d'émissions radiophoniques, techniciennes... Certaines, malheureusement très peu nombreuses occupantes des responsabilités

dans les rédactions. Il y a des efforts à faire pour un changement de mentalité dans le cadre d'une approche genre plus effective.

## Le pointage:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 3.5

## 2.8 Tous les médias reflètent de façon équitable les voix de la société dans sa diversité ethnique, linguistique, religieuse, politique et sociale.

Selon les panélistes, on n'entend pas beaucoup les minorités, mais globalement, il y a des efforts et une prise en compte du milieu d'accueil. Les médias rendent compte de toute la diversité de la société malienne. A l'échelle nationale, la situation passe inaperçue, mais au niveau local et dans le Mali profond, il y a environ 325 radios privées associatives et communautaires qui relaient la voix des communautés, parlent de leur problème, de leur vécu, dans leur langue. C'est le cas de la télévision de proximité fondée sur le déplacement d'un plateau vers les populations pour faire vivre en direct les réalités locales, comme l'a toujours fait l'ORTM à l'occasion d'événements de portée nationale «délocalisés». Par exemple l'émission «Maxi jeunes» durant l'année scolaire qui devient «Maxi vacances» en période de trêve scolaire, est une émission très prisée par la jeunesse malienne. Elle met en compétition les jeunes dans plusieurs domaines à savoir la danse, les chants, la comédie, mais aussi, et surtout des défis visant à mettre des jeunes sur leur maîtrise des différentes aires culturelles.

Dans le secteur privé, les radios communautaires couvrent différents besoins en information éducative, religieuse, culturelle et de divertissement dans les langues locales.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

|   |                                                     |                                                                                   |
|---|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| 1 | Pays ne répond pas aux critères d'indicateur        |  |
| 2 | Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur |  |
| 3 | Pays répond à plusieurs critères d'indicateur       |  |
| 4 | Pays répond à la plupart des critères d'indicateur  |  |
| 5 | Pays répond à tous les critères d'indicateur        |  |

Moyenne de l'indicateur:

3.5

## 2.9 Le pays a une politique cohérente des TICs, ou le gouvernement met en application des mesures encourageantes, qui vise à satisfaire les besoins en informations de tous les citoyens, y compris les communautés marginalisées.

Un document de politique de technologie de l'information et de la communication, et le plan stratégique pour sa mise en œuvre sont élaborés depuis 2005.

L'Agence des Technologies de l'Information et de la Communication (AGETIC) a été créée par la loi N° 05 — 002 du 10 janvier 2005 en tant qu'établissement Public à caractère Scientifique et Technologique.

L'AGETIC est chargée de veiller à la mise en œuvre de la stratégie nationale dans le domaine des TIC. Il s'agit de coordonner avec l'ensemble des acteurs du secteur (public, privé, société civile et partenaires techniques et financiers), la mise en œuvre des documents de Politique Nationale et du Plan Stratégique National TIC adopté par le gouvernement en juin 2005.

Le gouvernement met en œuvre progressivement et d'une façon cohérente à court, moyen et long termes en fonction du développement des technologies et du niveau de mobilisation des ressources. Au nombre des secteurs prioritaires figurent la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire incitatif, le développement des infrastructures TIC, l'éducation et le renforcement des capacités, l'appui à la santé, la bonne gouvernance et l'Intranet de l'Administration, la popularisation de l'accès à Internet par la connexion des communes du Mali.

À cet effet, diverses cyber politiques sectorielles sont élaborées. Il s'agit de la E-gouvernance, E-santé, E-éducation, E-agriculture, E-commerce et E-communication; une législation, notamment la Loi 2001-005 du 27 février 2001 portant modification de l'ordonnance n° 99-043/P-RM du 30 septembre

1999 régissant les télécommunications en République du Mali est en vigueur. L'Autorité malienne de Régulation des Télécommunications/TIC et des Postes (AMRTP) a remplacé le Comité de régulation des télécommunications (CRT) — créé par l'Ordonnance N° 99-043/P-RM du 30 septembre 1999. Elle est rattachée au ministère de la Communication et des nouvelles technologies et se charge de la régulation des fréquences en attendant la mise en place de l'organe de régulation conformément à la loi 2012-019 du 12 mars 2012 relative à l'audiovisuel.

La priorité des autorités est l'amélioration de l'accès aux technologies dans les zones rurales conformément à la politique de connexion des 703 communes du Mali. Aujourd'hui si le sud du pays continue de bénéficier du développement des infrastructures, ce n'est pas le cas des régions du nord occupées par des islamistes qui ont détruit tout le secteur des télécommunications. Il est aussi question d'accompagner la mutation de l'audiovisuel de l'analogique au numérique d'ici 2015. Dans cette perspective, des partenaires techniques et financiers ont déjà installé dans des radios de certaines localités des centres multimédias communautaires (CMC), ou des centres locaux d'information et de communication.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

|          |                                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                          |
|----------|-----------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|
| <b>1</b> | Pays ne répond pas aux critères d'indicateur        | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> |
| <b>2</b> | Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> |
| <b>3</b> | Pays répond à plusieurs critères d'indicateur       | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> |
| <b>4</b> | Pays répond à la plupart des critères d'indicateur  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> |
| <b>5</b> | Pays répond à tous les critères d'indicateur        | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Moyenne de l'indicateur:

3.3

## 2.10 Le gouvernement n'utilise pas son pouvoir sur l'attribution des contrats publicitaires pour influencer le contenu éditorial.

Les panélistes font d'abord la distinction avec les campagnes de vulgarisation où l'État a besoin de tout le monde et distribue les messages à tour de bras moyennant une maigre rémunération. La publicité reste l'affaire de l'Agence malienne de presse et de publicité (AMAP) créée par la Loi N° 92-036/AN — RM du 24 décembre 1992. Elle a le monopole de la régie de la publicité institutionnelle et le quotidien national édité par cette même agence, *L'Essor* est bien sollicité sur le marché de la publicité.

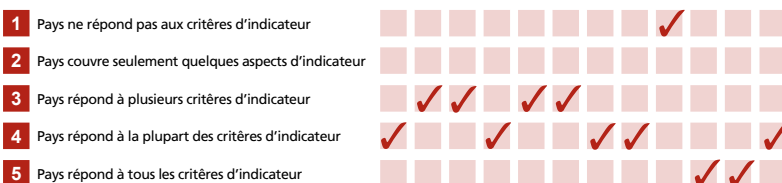
Les panélistes estiment que le gouvernement est traditionnellement le principal annonceur surtout en période électorale. Ils reconnaissent que l'État n'influence pas de façon affichée la ligne éditoriale des organes dans lesquels il passe ses annonces. Il négocie globalement avec les associations patronales de médias qui à leur tour se chargent de la régie en leur sein.

Mais dans un contexte de crise institutionnelle et sécuritaire, les opérateurs de téléphonies sont les principaux acheteurs d'espace et de temps d'antenne. Pour certains annonceurs privés la ligne éditoriale ne compte pas.

D'autres agences de communication et de publicité ont vu le jour. Même avec ces agences privées, il y a souvent une discrimination et une bonne partie de la publicité est orientée vers les médias dont la ligne éditoriale est plus favorable à l'annonceur. La pratique démontre, de façon générale, que l'attribution d'un marché de publicité dépend de la nature des relations.

## Le pointage:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

3.6

## 2.11 Le marché de la publicité est suffisamment important pour soutenir une diversité d'organes de presse.

Le marché n'est pas très diversifié avec seulement deux grands annonceurs du moment, notamment les opérateurs de télécommunication dont la Société des télécommunications du Mali (Sotelma-Malitel) et Orange Mali avec une enveloppe difficile à évaluer par les panélistes.

À en juger par la fréquence quotidienne des annonces sur leur antennes de l'ORTM et dans leurs colonnes des *l'Essor* et, la présence massive des affiches à travers les artères de la capitale malienne, ces deux organes publics s'en tirent à bon compte, pendant que certains journaux peuvent paraître des semaines durant sans une seule page de publicité. L'ORTM, médias chaud pratique diverses

formes de publicité. Les panélistes parviennent à la conclusion que le marché de la réclame ne soutient pas la diversité d'organes de presse.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

|          |                                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |
|----------|-----------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| <b>1</b> | Pays ne répond pas aux critères d'indicateur        | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| <b>2</b> | Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| <b>3</b> | Pays répond à plusieurs critères d'indicateur       | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            |
| <b>4</b> | Pays répond à la plupart des critères d'indicateur  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |
| <b>5</b> | Pays répond à tous les critères d'indicateur        | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |

**Moyenne de l'indicateur:**

**2.4**

**Note du secteur 2:**

**3.1**



# SECTEUR 3:

**La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante, le diffuseur public est transformé en véritable service public.**

## La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante, le diffuseur public est transformé en véritable service public.

### 3.1 La législation sur l'audiovisuel a été adoptée et est appliquée, et crée un environnement favorable à l'audiovisuel public, commercial et communautaire.

La loi 2012-019 du 12 mars 2012 relative aux services privés de communication audiovisuelle corrige les insuffisances législatives en la matière, et prend en charge l'apparition dans le secteur de nouveaux services audiovisuels. La loi traite à la fois de la radio et de la télévision, détermine les conditions d'établissement, d'exploitation et de distribution des services privés de radiodiffusion télévisuelle et de radiodiffusion sonore et renforce les pouvoirs de régulation de l'audiovisuel.

Désormais, la responsabilité d'usage des fréquences, d'établissement et d'exploitation de services privés de radiodiffusion est dévolue à un seul organe de régulation qui doit être une autorité indépendante compétente. De plus, la responsabilité d'usage des fréquences, d'établissement et d'exploitation de services privés de radiodiffusion est dévolue à un seul organe de régulation qui doit être une autorité indépendante compétente. Le développement rapide des nouvelles technologies de la communication, la numérisation et la croissance rapide et non réglementée de la télévision par satellite ont créé de nouveaux défis dans le domaine des politiques et de la réglementation. La nouvelle loi prend aussi en compte la rediffusion des programmes ainsi que la distribution des chaînes étrangères de radiodiffusion sonore et télévisuelle.

La grande innovation est la création d'un fonds de promotion de la production nationale d'œuvres audiovisuelles, qui sert notamment à aider à la production d'œuvres, à la collecte, la sauvegarde et l'archivage du patrimoine audiovisuel national. Ce fonds sera alimenté par les éditeurs de services, les distributeurs de services et les opérateurs de réseaux.

Pour les services privés de communication audiovisuelle, l'autorisation d'exploitation est subordonnée à la signature d'une convention d'installation et d'exploitation entre l'organe de régulation et les candidats retenus.

L'innovation réside dans le traitement du dossier de demande par un organe de régulation de l'audiovisuel qui peut infliger des sanctions allant de l'avertissement à la suspension de l'autorisation.

Le promoteur a obligation de veiller à la promotion culturelle dans la zone de service, assurer 55 % de production nationale pour la télévision et 70 % pour la radio et réserver une part de 40 % au moins dans la programmation musicale à des œuvres de compositeurs, artistes interprètes ou de producteurs nationaux.

Une distinction est faite entre les services de radiodiffusion sonore et télévisuelle commerciale et les services de radiodiffusion sonore et télévisuelle associative. Compte tenu de la rareté de la ressource radioélectrique, il est prévu la mise en concurrence dans l'attribution des fréquences.

## Le pointage:

**Notes individuelles:**

|                                                       | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|-------------------------------------------------------|---|---|---|---|---|
| 1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur        |   |   |   |   |   |
| 2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur |   | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| 3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur       | ✓ | ✓ |   |   | ✓ |
| 4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur  |   |   |   | ✓ |   |
| 5 Pays répond à tous les critères d'indicateur        |   |   |   |   |   |

**Moyenne de l'indicateur:** 2.7

**3.2 L'audiovisuel est régulé par un organe indépendant et adéquatement protégé par la loi contre les ingérences, et dont les membres sont nommés de façon transparente et ouverte, en concertation avec la société civile, et qui n'est pas dominé par un parti politique.**

«Le jeu est d'emblée faussé avec ce bicéphalisme dans la régulation.» commente un panéliste. Il n'existe pas en tant que tel un organe qui régule l'audiovisuel, plutôt deux régulateurs: le Conseil supérieur de la Communication (CSC) et le Comité de l'Égal Accès aux Média d'État (CNEAME).

Le conseil supérieur de la communication (CSC) tire son fondement d’une recommandation de la Conférence Nationale consécutive à la chute du régime monopartite en 1991. À l’époque, la conférence Nationale a tenu compte de la précarité de la presse d’État, de sa situation de caisse de résonance du parti État, de l’inadaptation des textes régissant la profession, l’absence de Code de conduite dans le métier de journaliste, le faible niveau de formation de certains journalistes et animateurs.

Le Conseil Supérieur de la Communication a été créé par la Loi n° 92-038/AR-RM du 24 décembre 1992. Il comprend 9 membres dont 3 désignés par le Président

de la République, 3 par le Président de l'Assemblée Nationale et 3 par le Président du Conseil Économique, Social et Culturel.

Entre autres attributions:

- Il donne son avis sur les conditions de production, de programmation, de diffusion en matière de communication écrite et audiovisuelle; sur les questions relatives aux garanties de la liberté de la communication.
- Il statue sur l'attribution et le retrait des fréquences aux stations de radio et de télévision privées;
- Il est obligatoirement consulté avant toute adoption de mesure législative ou réglementaire relative à la communication écrite et audiovisuelle;
- Il propose un plan d'aide aux médias et initie toute étude ou recherche en rapport avec son mandat.

Dans la pratique, le CSC est beaucoup plus un organe consultatif qu'un organe de décision. Les médias publics demeurent encore sous la coupe du gouvernement. C'est l'État même qui affecte encore les fréquences. Ce qui ne garantit pas son indépendance.

Le comité national de l'égal accès aux médias d'État

- C'est l'article 7 de la Constitution du 25 février 1992 qui édicte: «... L'Égal accès pour tous aux médias d'État est assuré par un organe indépendant dont le statut est fixé par une loi organique».
- L'article 3 de la loi organique fixe le mandat de la CNEAME: «...Il veille à l'équilibre et au pluralisme de l'information en tenant compte des différentes sensibilités politiques, économiques, sociales et culturelles du pays; à la gestion du temps d'antenne et de l'espace rédactionnel consacrés aux candidats et aux formations politiques pendant les campagnes électorales...» Il peut infliger des sanctions aux directeurs de l'ORTM ou de l'AMAP comme l'avertissement, la mise en demeure, la rectification de tout ou partie du programme... Il propose au gouvernement des mesures d'appui aux médias d'État.

La CNEAME comprend sept (7) membres dont un désigné par le Président de la République, un par le premier ministre, un par le Président de l'Assemblée Nationale, un par le Président de la Cour Suprême, un par le Président de la Cour Constitutionnelle, un par le Président du Haut Conseil des Collectivités Territoriales, un par le Président du Conseil Économique, Social et Culturel.

De l'avis des panélistes, l'existence de deux instances de régulation est une source de déperdition de ressources et d'efforts pour le gouvernement ainsi que de difficultés de coordination. Car il semble que dans la réalité aucune des deux structures n'a l'indépendance et l'autorité nécessaires pour assainir et moraliser les milieux de la presse.

En fait, les deux structures fonctionnent comme des organes consultatifs, ayant un rôle de suggestion. C'est pourquoi les deuxième<sup>s</sup> journées nationales de la Communication de décembre 1996 ont demandé la création d'un seul organe de régulation qui veillera sur les intérêts des partis politiques de la majorité et de l'opposition dans les prestations des médias d'État, sur le respect de l'honneur et de la dignité des citoyens par la presse privée, etc. Le mode de choix des membres ne garantit pas une indépendance de ces organes. Dans les deux cas, les membres sont nommés par les présidents des institutions de la République, faisant fi de la société civile.

## Le pointage:

**Notes individuelles:**

[illegible]

**Moyenne de l'indicateur:**

## 1.4

**3.3 L'organe régulant les services et les licences audiovisuels, le fait dans l'intérêt du public, et assure l'équité et la diversité de vues représentant la société dans son ensemble.**

Pour pallier cette lacune, la loi 2012-019 du 12 mars 2012 relative à l'audiovisuel, non encore en vigueur, dispose: «Les organes de régulation des télécommunications et de l'audiovisuel peuvent à tout moment exercer des contrôles dans les services privés de radiodiffusion sonore et télévisuelle et auprès des distributeurs de service.» (Article 5)

«L'autorisation d'établissement et d'exploitation de services privés de radiodiffusion sonore et télévisuelle et de services de programmes à la demande est délivrée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la Communication et de l'Administration Territoriale après avis de l'organe de régulation de l'audiovisuel.» (Article 18)

En attendant, le Décret N° 92.156/P.PM-RM a confié aux ministres en charge de la communication et de l'administration territoriale le soin de procéder à la délivrance

des licences d'exploitation. De ce décret émane un Arrêté interministériel fixant les cahiers des charges des services privés de communication audiovisuelle.

Selon l'arrêté interministériel N° 92-1604 MC-MAT/CTSP/ASS-MSCPJ-MDSI du 7 avril 1992 fixant les cahiers des charges des services privés de radiodiffusion en modulation de fréquence, les fréquences sont attribuées par le ministère de la Communication.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

|   |                                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                          |                          |                                     |                                     |                          |                          |                                     |                                     |
|---|-----------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| 1 | Pays ne répond pas aux critères d'indicateur        | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            |
| 2 | Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 3 | Pays répond à plusieurs critères d'indicateur       | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| 4 | Pays répond à la plupart des critères d'indicateur  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| 5 | Pays répond à tous les critères d'indicateur        | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |

Moyenne de l'indicateur:

2.3

### 3.4 Le diffuseur public/d'Etat est responsable devant le public par l'intermédiaire d'un conseil d'administration représentatif de la société dans son ensemble et désigné de manière indépendante, ouverte et transparente.

Le conseil d'administration de l'Office de radiodiffusion et Télévision du Mali (ORTM), l'organe audiovisuel public, est composé de huit (8) membres. Cinq (5) membres sont nommés comme représentants des pouvoirs publics, le personnel est représenté par deux membres. La société civile dans son ensemble, y est représentée par l'association des consommateurs du Mali qui, pour les panélistes, n'est pas représentative. Selon un panéliste chaque département ministériel concerné délègue un représentant. Et tout le monde semble ignorer les critères de choix.

C'est le ministre de la communication, qui assure la tutelle de l'Office, qui préside le conseil d'administration. Les autres membres sont les représentants de différents ministères, notamment les départements de la culture, de l'agriculture, de l'économie et des finances, de la santé; la chambre de commerce et d'industrie du Mali, la société des télécommunications du Mali, l'agence malienne de presse

et de publicité (AMAP), du syndicat des travailleurs et une représentante des associations de consommateurs.

Le conseil n'est pas représentatif de la société malienne dans sa diversité et ne saurait assumer une responsabilité devant le public. La procédure de nomination est jugée floue et non transparente par les panélistes.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

|   |                                                     |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
|---|-----------------------------------------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Pays ne répond pas aux critères d'indicateur        | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |   |   | ✓ |   | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| 2 | Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur |   |   |   |   | ✓ | ✓ |   | ✓ |   |   |   |   |   |   |
| 3 | Pays répond à plusieurs critères d'indicateur       |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| 4 | Pays répond à la plupart des critères d'indicateur  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| 5 | Pays répond à tous les critères d'indicateur        |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |

Moyenne de l'indicateur: 1.3

## 3.5 Les fonctionnaires nommés à des positions politiques et les membres de partis politiques, ainsi que les personnes qui ont des intérêts financiers dans le secteur de l'audiovisuel, ne sont pas membres du conseil d'administration du diffuseur public/d'Etat.

Le Décret N° 92-180/PG-RM du 27 octobre 1992 fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement et définit les organes d'administration et de gestion de l'Office de Radiodiffusion Télévision du Mali (ORTM), diffuseur public/d'Etat. Les conditions d'exécution de la mission de l'ORTM annoncée dans la loi portant création de l'Office sont déterminées par le Décret N° 96-284/P-RM du 23 octobre 1996 portant approbation du cahier des Charges.

En tant que membre et président du conseil d'administration, le ministre de tutelle et représentant de l'État pourrait défendre un intérêt politique. Le Directeur Général est nommé par décret du Président de la République sur avis du ministre de la Communication. L'administration de l'Office n'échappe pas au contrôle gouvernemental.

Malgré son statut d'EPA (établissement public à caractère administratif), l'ORTM fonctionne encore comme une administration classique où la lourdeur et la lenteur rendent les procédures interminables. Avec la subvention qu'il lui accorde, l'État peut opérer les changements administratifs à volonté dans la structure.

En dehors du représentant de l'Ascoma (Association des consommateurs du Mali), les autres membres du conseil sont des employés de l'État qui sont tenus par l'obligation de sujétion à leurs administrations et supérieurs respectifs, eux-mêmes membres de l'appareil politique au pouvoir.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

|          |                                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |
|----------|-----------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| <b>1</b> | Pays ne répond pas aux critères d'indicateur        | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| <b>2</b> | Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| <b>3</b> | Pays répond à plusieurs critères d'indicateur       | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| <b>4</b> | Pays répond à la plupart des critères d'indicateur  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| <b>5</b> | Pays répond à tous les critères d'indicateur        | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |

Moyenne de l'indicateur:

3.6

## 3.6 L'indépendance éditoriale du diffuseur public/ d'Etat de toute influence politique est garantie par la loi et appliquée.

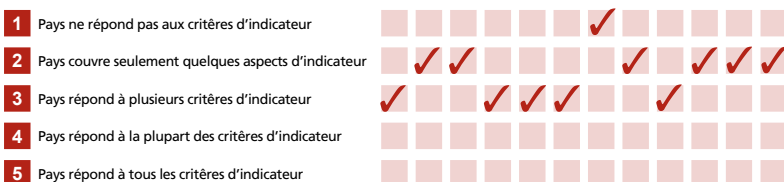
Différentes dispositions législatives et réglementaires confèrent à l'ORTM un nouveau statut avec de nouvelles missions de service public. Il s'agit en l'occurrence de la loi N° 92-021 du 5 octobre 1992, du décret N° 92-180/P-RM du 27 octobre fixant son organisation et ses modalités de fonctionnement et du décret N° 96-284/P-RM du 28 octobre 1996 portant approbation du cahier des charges.

«Dans le cas du service public, le patron c'est plutôt les usagers» affirme un panéliste. Il n'y a pas une loi mais un cahier des charges qui détermine les relations entre l'État et l'organe public audiovisuel. Toutes choses, estime un autre panéliste, qui ouvrent la porte à une ingérence, même implicite. Ce qui pourrait porter atteinte à l'indépendance éditoriale. A cet effet, certains panélistes qualifient l'ORTM de «la voix de son maître». Un autre illustre cette situation par un reportage qui dépeint en noir l'état de l'assainissement dans le district de Bamako, toutes choses qui ont irrité certaines autorités qui n'ont pas manqué de le faire savoir. Et pour se racheter, l'ORTM diffuse quelques jours plus tard un autre reportage sur le même sujet montrant l'assainissement sous un meilleur jour. Pour beaucoup l'ORTM fait beaucoup plus d'information institutionnelle.

Certains panélistes soutiennent que c'est plutôt une question de leadership et de personnalité pour s'affranchir de toute influence politique au nom d'un service public moderne.

## Le pointage:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

2.3

### 3.7 Le diffuseur public/d'Etat est financé de manière à le protéger contre toute ingérence arbitraire dans son budget, et contre toute pression commerciale.

L'Office de Radiodiffusion et Télévision du Mali a un statut d'établissement public à caractère administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie de gestion. Avec un budget de 15 609 185 000 CFA (24 000 000 Euro), subventionné à hauteur des 2/3 par l'État, il n'est pas à l'abri de pression commerciale, ainsi que de l'ingérence politique.

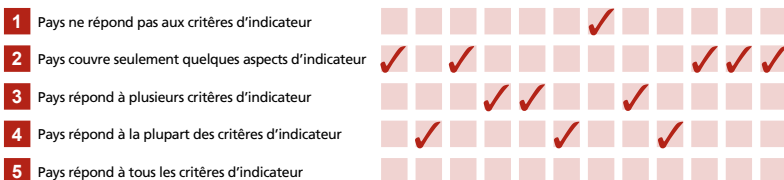
Il y a un cahier des charges qui définit les obligations de l'ORTM et de l'État dans le cadre de l'exécution de la mission de service public de radio et de télévision. Il prévoit notamment un taux d'émissions nationales au moins égal à 80 % des programmes pour la radiodiffusion et à 60 % pour la télévision.

L'Office de radiodiffusion télévision du Mali est tenu de développer des programmes de qualité, et procéder à l'extension progressive de ses réseaux de production, de diffusion et de transmission pour couvrir l'ensemble du territoire national.

De son côté, l'État s'engage à apporter à l'ORTM un concours financier annuel lui permettant d'équilibrer son déficit d'exploitation, compte tenu de l'importance de ses charges de fonctionnement

## Le pointage:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 2.8

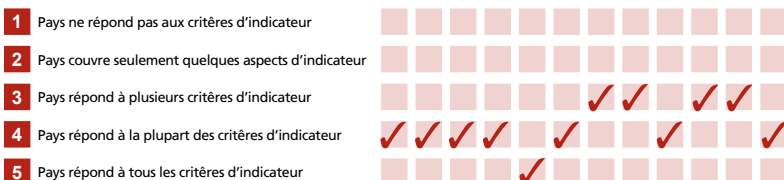
## 3.8 Le diffuseur public/d'Etat est techniquement accessible sur toute l'étendue du territoire national.

Les émissions de l'office de radiodiffusion et télévision du Mali atteignent un taux de couverture démographique qui varie entre 75 % et 80 %. Depuis 2007, la chaîne de télévision nationale publique (ORTM) peut également être reçue en Europe via le satellite W3A d'Eutelsat.

Avoisinant les 90 % avant l'occupation des régions du nord, la couverture géographique est aujourd'hui beaucoup plus effective sur seulement 1/3 du territoire. A cause de la situation institutionnelle, les investissements aussi sont suspendus. Certaines populations attendent toujours le signal. Une situation que les panélistes regrettent.

## Le pointage:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 3.5

### 3.9 Le diffuseur public/d'Etat offre une programmation variée qui prend en compte tous les intérêts.

Les panélistes reconnaissent qu'il y a des efforts, mais pensent que l'ORTM peut mieux faire pour offrir une programmation plus ou moins variée en termes de formation citoyenne. Il y a une gamme variée de programmes relatifs à l'information, la culture, l'éducation et le divertissement du public dans les dix (10) principales langues nationales du pays et en français conformément au cahier de charges qui oblige à la diversité.

L'ORTM propose de nombreux magazines sur la culture malienne, la musique, des magazines de sociétés, des feuillets maliens comme les «Rois de Ségou», ou «Les concessions» et aussi du sport et du divertissement (musique, cinéma, etc.) et autres sujets. Elle diffuse plusieurs flash-infos et météo au cours de la journée avec des informations nationales et internationales. Il diffuse environ 80 % de ses informations en français, les 20 % restants sont en langues locales.

La deuxième chaîne de télévision est lancée et apporte une touche thématique à cette diversité.

## Le pointage:

**Notes individuelles:**

[illegible]

**Moyenne de l'indicateur:**

### 3.8

**3.10 Le diffuseur public/d'Etat fournit des informations équilibrées et justes, reflétant l'ensemble des différents points de vue et opinions.**

«À l'ORTM, le dernier mot revient à celui qui détient le pouvoir» s'exclame un panéliste. D'autres reprochent surtout à la chaîne nationale de privilégier l'information institutionnelle fabriquant une opinion unilatérale. A titre d'exemple, un panéliste indique que la télévision nationale ne parle que de la fin des grèves, jamais des grèves elles-mêmes. Et dans ce cas, comme dans bien d'autres, elle ne présente qu'une version. Un autre soutient cependant que «l'ORTM s'est

acquitté de son rôle dans la production de l'information d'utilité publique, civique et pluraliste».

Toutefois il convient de faire une distinction entre la télévision et la radio. Les panélistes reconnaissent qu'à la radio nationale, il y a des efforts pour la prise en compte des différents points de vue et opinions. Par contre la télévision est plus dominée par l'institutionnel. La 2<sup>e</sup> chaîne de TV de l'ORTM, a été conçue comme une chaîne généraliste. Elle s'inscrit dans le cadre de l'amélioration et la diversification de l'offre de service public de télévision. Elle vient en complément de la 1<sup>ère</sup> chaîne mais devra développer son identité propre.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

|          |                                                     |                                     |                                     |                                     |                          |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |
|----------|-----------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| <b>1</b> | Pays ne répond pas aux critères d'indicateur        | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| <b>2</b> | Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| <b>3</b> | Pays répond à plusieurs critères d'indicateur       | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| <b>4</b> | Pays répond à la plupart des critères d'indicateur  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| <b>5</b> | Pays répond à tous les critères d'indicateur        | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |

Moyenne de l'indicateur:

2.3

### 3.11 Le diffuseur public/d'Etat présente un contenu local aussi varié et créatif qu'économiquement réalisable.

Avec la mise en place des stations régionales, il y a d'énormes efforts de la part de l'ORTM pour proposer des contenus locaux. Malheureusement déplorent les panélistes la destruction des installations des 3 stations régionales à Gao, Kidal et Tombouctou, a sevré les populations d'information. À la radio, les 5 stations encore fonctionnelles, proposent un contenu local bien varié en fonction de leur propre grille des programmes radio. Car la télévision demeure encore à l'échelle nationale malgré ses deux chaînes.

Les différentes stations régionales de l'ORTM proposent chacune une grille de programmes avec des contenus locaux répondant à la demande des populations desservies. Les émissions généralement présentées sont produites en partenariat avec des structures sur place. Il y a encore plus de difficultés d'ordre technique, économique lorsqu'il s'agit de production à l'échelle nationale. E cela pour amenuiser les coûts de production. Les coûts de production sont en fonction de

l'envergure de la production. Il y a certes des productions de portée nationale qui nécessitent le déplacement d'une équipe

L'ORTM ne produit pas tout ce qu'il diffuse. Il lui arrive de travailler en synergie avec des producteurs privés comme cela a été le cas avec BlonBa et Spirit Mc Cain dans la production d'une émission de télé-réalité *Manyamagan*. Elle a été conçue pour le divertissement, mais surtout promouvoir la culture malienne à travers certaines valeurs, dont la citoyenneté, tout en transmettant des messages d'éducation et de sensibilisation à la jeunesse malienne. *Manyamagan* profite du cadre de divertissement pour informer sur les aspects de la vie en couple avec ses implications sociologiques, juridiques et économiques.

L'organe public de l'audiovisuel, l'ORTM pratique différents tarifs pour ses prestations. Pour la couverture et diffusion des sujets d'actualité TV, le tarif pratique pour l'ouverture ou la clôture de séminaire atelier, Conseil d'Administration, Assemblée générale, une interview, etc. le tarif varie entre 150 000 CFA (230 euros) et 200 000 CFA (305 euros). À la radio, le prix appliqué pour une couverture nationale est de 50 000 CFA (76 euros). Pour un publi-reportage de 5 min le commanditaire débourse 390 625 CFA (596 euros).

Concernant la diffusion d'un débat TV de 30 min à 90 min le coût est de 300 000 CFA (458 euros). Quant à la production du débat en studio il faut payer pour 30 min 600 000 CFA (915 euros), le double pour une heure de temps. À la radio la diffusion d'un débat de 30 min à 90 min le coût va de 100 000 CFA (152 euros) à 675 000 CFA (1031 euros). Sa production en studio vaut 30 min 600.000 CFA (916 euros), le double pour une heure.

Les débats prêts à diffuser (PAD), la minute est facturée à 25 000 CFA (38 euros) pour la TV et 10 000 CFA (15 euros) à la radio nationale.

## Le pointage:

**Notes individuelles:**



**Moyenne de l'indicateur:**

### 3.2

### **3.12 L'audiovisuel communautaire bénéficie d'une promotion spéciale du gouvernement étant donné sa capacité à ouvrir l'accès aux ondes aux communautés.**

Selon le décret n° 02-22 7/P-RM du 10 mai 2002, portant statuts type des services privés de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence, les radios privées sont commerciales ou associatives (communautaires, confessionnelles).

La radio communautaire au Mali est régie par les mêmes textes que les radios privées commerciales, donc soumise aux mêmes restrictions par rapport au cahier des charges, redevances, taxes et impôts conformément à la réglementation en vigueur.

La radio associative est définie comme une radio urbaine, périurbaine ou rurale dont les activités sont essentiellement consacrées à la satisfaction des besoins de la communauté qu'elle dessert. La radio communautaire est à but non lucratif ne tire pas l'essentiel de ses revenus de la publicité. Elle doit avoir au moins 70 % de programmes nationaux et promouvoir la culture locale. La gestion et le fonctionnement sont assurés par une Assemblée générale, un comité de gestion et une direction technique.

Les dispositions réglementaires qui traitent du financement de la radio associative communautaire établissent qu'elle «ne doit recevoir ni don, ni legs, ni subvention en numéraire ou en nature d'un parti politique; elle doit rendre publique la tarification de ses prestations et tenir une comptabilité régulière [...] s'acquitter des redevances, taxes et impôts auxquels elle est assujettie.»

Dans le cadre de leurs prestations d'intérêt public les radios communautaires, comme toutes les autres radios privées bénéficient de l'aide à la presse. C'est une subvention dont l'enveloppe est passée de 200 millions (305 000 euros) les années précédentes à 91 millions de CFA en 2012 (140 000 euros). Selon la clé de répartition, il y a 30 millions CFA (46 000 euros) à partager entre 325 radios. Chaque organe de radio a reçu juste de quoi payer le salaire mensuel d'un journaliste débutant, selon la grille salariale en vigueur dans la convention collective.

## Le pointage:

**Notes individuelles:**

[illegible]

**Moyenne de l'indicateur:** 3.5

**Note du secteur 3:** 2.6



# SECTEUR 4:

**Les médias exercent des normes professionnelles de haut niveau.**

## Les médias exercent des normes professionnelles de haut niveau.

### 4.1 Les médias suivent volontairement des codes de normes professionnelles qui sont appliqués par des organes d'autorégulation qui traitent les plaintes du public.

Il y a un code de déontologie du journaliste dont l'existence est bien connue et l'application fait l'objet d'efforts de la part des associations professionnelles. Il est constamment au centre de tous les débats concernant les médias. Les panélistes déplorent l'absence de code interne de conduite, ou de médiateur (ombudsman) au sein des rédactions. Toutes choses qui, selon eux expliquent ces nombreux cas de manquement des journalistes et des médias au respect de l'éthique et de la déontologie du métier.

L'organe d'autorégulation existe, mais connaît un dysfonctionnement avancé et manque de moyens. «Il y a eu le printemps des observatoires en Afrique francophone. Aujourd'hui, ils battent tous de l'aile, parce qu'on leur demande de faire, notamment le monitoring n'est pas facile» explique un panéliste. Il y a aussi une crise de confiance entre les différents acteurs Et cela entache la crédibilité de l'organe de régulation.

### Le pointage:

#### Notes individuelles:

|   |                                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |
|---|-----------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| 1 | Pays ne répond pas aux critères d'indicateur        | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 2 | Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 3 | Pays répond à plusieurs critères d'indicateur       | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| 4 | Pays répond à la plupart des critères d'indicateur  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| 5 | Pays répond à tous les critères d'indicateur        | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |

Moyenne de l'indicateur:

2.0

## 4.2 Le niveau de traitement de l'information obéit aux principes de base d'exactitude et d'impartialité.

Un panéliste explique: «On ne traite pas l'information avec exactitude et impartialité. Les journalistes déforment ce qui est dit. Ils ne sont pas au service du public...» Il a été constaté une absence de conscience professionnelle, des problèmes techniques... «Certains sont des tirailleurs, vous leur donnez de l'argent, ils vous servent la soupe. Vous refusez de délier le cordon de la bourse et ils vous bombardent,» renchérit un autre panéliste. Cela explique le fait que chaque usager a «son journaliste» qu'il invite à couvrir tel ou tel évènement. De toute évidence, il y a un problème d'éducation aux médias chez certains usagers. Car par essence une conférence de presse est ouverte à tout le monde, pourquoi sélectionner tel ou tel organe ?

Certains panélistes jugent les médias très partisans avec un traitement sélectif conformément au centre d'intérêt de la rédaction. En fait, dans le traitement de l'information, il y a plus de commentaires que de faits..

### Le pointage:

#### Notes individuelles:

|   |                                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                          |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |
|---|-----------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| 1 | Pays ne répond pas aux critères d'indicateur        | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 2 | Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            |
| 3 | Pays répond à plusieurs critères d'indicateur       | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| 4 | Pays répond à la plupart des critères d'indicateur  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| 5 | Pays répond à tous les critères d'indicateur        | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |

Moyenne de l'indicateur:

1.8

## 4.3 Les médias couvrent tous les évènements, sujets et cultures, y compris les questions économiques, culturelles, locales, et les sujets d'investigation.

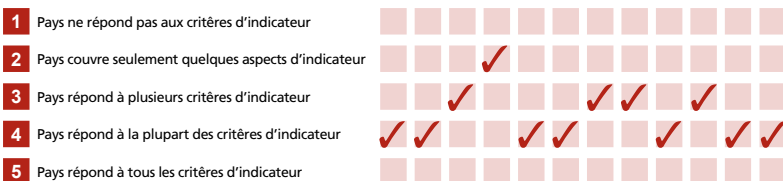
Les médias traitent un large éventail de sujets, même si le domaine politique est le plus couvert. Les panélistes ont fait le constat qu'il n'y pas de reportages de fond sur certains sujets d'intérêt national. Il y a une très grande prédilection des journalistes maliens pour les comptes-rendus et autres genres mineurs laissant très peu de place à l'investigation.

Le mot est lâché, «le journalisme d'investigation n'est pas hyper développé, mais il y a tout de même des tentatives au sein de certains organes qui régulièrement

proposent des sujets. On peut aussi noter dans les kiosques la présence d'un titre, le Sphinx, qui est un journal d'investigation,» partage un panéliste.

## Le pointage:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

3.5

## 4.4. L'égalité des chances, quels que soient la race ou l'ethnie, le groupe social, le sexe, la religion, les handicaps physiques, est promue dans les organes de presse.

Formellement, il n'y a pas de discrimination, «même si les pesanteurs socioculturelles qui confinent la femme aux seconds rôles». Selon les résultats d'une étude réalisée dans le cadre d'un projet pour «Renforcer le rôle et la représentation des femmes dans les médias en Afrique de l'Ouest» en 2011, *les femmes représentent 10 % du personnel de l'ensemble des 22 médias enquêtés à travers le pays* (voir d'autres données sur cette étude à l'indicateur 2.7). Il s'avère que le regard porté par les journalistes sur leurs collègues femmes n'est pas toujours positif, même si celles-ci ne sont pas toujours dévalorisées de manière consciente ou préméditée. Un avis largement partagé est que les femmes s'absentent souvent.

La répartition du personnel de neuf journaux fait ressortir que sur 94 journalistes employés seulement 13 sont des femmes. Quant à leur présence à des postes de responsabilité, elles sont 8 contre 31 hommes. Elles sont beaucoup plus présentes dans le secteur de l'audiovisuel. Cela n'est pas anodin, il y a une rédaction exclusivement composée de femmes. Dans dix radios de la capitale, 19 occupent des postes de responsabilité contre 154 hommes, sur 254 animateurs on dénombre 87 femmes, et 36 journalistes femmes pour 99 hommes.

Comme l'attestent les chiffres, elles se rendent de plus en plus sur le terrain dans les mêmes conditions que leurs confrères, souvent caméra à l'épaule, elles vont aussi à la chasse d'images, ou elles assurent la permanence.



## Le pointage:

### Notes individuelles:

|          |                                                     |                                     |                          |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |
|----------|-----------------------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| <b>1</b> | Pays ne répond pas aux critères d'indicateur        | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |
| <b>2</b> | Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            |
| <b>3</b> | Pays répond à plusieurs critères d'indicateur       | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| <b>4</b> | Pays répond à la plupart des critères d'indicateur  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            |
| <b>5</b> | Pays répond à tous les critères d'indicateur        | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |

Moyenne de l'indicateur:

2.1

## 4.6 Les propriétaires des principaux médias privés n'empiètent pas sur l'indépendance éditoriale.

La Loi N° 00-46/AN-RM du 7 juillet 2000 portant régime de la presse et délit de presse fait une distinction entre le propriétaire qui doit être de nationalité malienne (Article 11) et pas forcément un journaliste et le directeur de publication qui «est responsable du contenu du journal. Il doit être âgé de 21 ans révolus, avoir au moins trois ans d'expérience professionnelle, jouir de ses droits civiques et avoir son domicile ou sa résidence au Mali.» (Article13)

Mais la majorité de propriétaires des médias est, en même temps, directeurs de publication. Les propriétaires qui n'exercent pas le métier peuvent alors avoir un intérêt qui n'est pas forcément journalistique. Alors ils gardent un œil sur la ligne. De façon générale, les propriétaires d'organes de presse considèrent que c'est ce qu'ils veulent que les journalistes doivent faire.

Beaucoup d'organes ont une ligne éditoriale que l'on peut rapidement déterminer en lisant les journaux ou en écoutant les radios de la place mais qui peut changer au gré des intérêts. Et le journaliste qui travaille dans la rédaction est pris au piège de ces lignes qui bougent constamment.

## Le pointage:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

1.8

## 4.7 Les journalistes et les organes de presse sont intègres et ne sont pas corrompus.

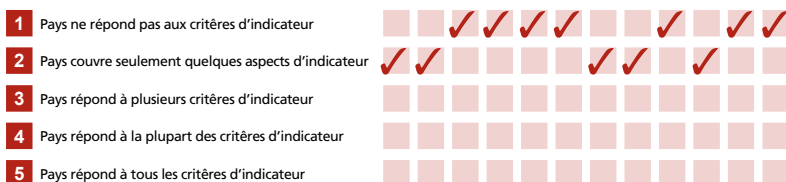
«Dans ce domaine les agissements des journalistes reflètent la situation de corruption généralisée dans le pays. C'est de plus en plus la règle. Els quelques rares intègres qui résistent encore à la tentation sont l'exception» affirme un panéliste. Il y a des pratiques qui sont considérées comme mauvaises, mais qui sont le prolongement des us et coutumes dans la société.

Les journalistes demandent souvent «le ticket d'essence», «le mouton de la fête», ou le «bazin», Mais les panélistes estiment qu'ils ne sont pas les seuls corrompus. Ils notent la distribution de cadeaux ou d'enveloppes à titre de gratification aux journalistes lors des reportages souvent par des organisateurs d'événements publics. «S'il n'y avait pas de corrupteur, il n'y aurait pas de corrompu,» tente de justifier un panéliste. Il ajoute que les promoteurs des événements couverts ont souvent des choses à cacher. Alors ils paient pour que le journaliste travaille dans le sens qui leur convient. Un autre panéliste est d'avis que si les promoteurs paient, c'est parce qu'il y a peu de chances que leur événement passe dans les médias si le journaliste ne reçoit rien.

Pour certains la précarité peut expliquer cette pratique qui prend de plus en plus racine, notamment les fiches d'émargement des reporters obligeant des organisateurs ou les sources à payer des frais de transport aux journalistes.

## Le pointage:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

1.4

## 4.8 Les niveaux de salaire et les conditions générales de travail des journalistes et des autres acteurs des médias sont appropriés.

Au Mali, une convention collective de presse est signée depuis mars 2009, mais n'est pas encore appliquée. Elle régit les rapports de travail entre le patronat des médias et les employés des entreprises de presse. Elle fait toujours l'objet de dissension entre les acteurs des médias.

La grille des salaires des travailleurs des entreprises de presse proposée dans la convention collective est relativement alignée à celle relevant du statut général des fonctionnaires au Mali.

Par rapport au coût de la vie de plus en plus élevé, les niveaux de salaire sont jugés très bas. Dans la pratique, il y a une disparité de salaires entre le secteur public où le journaliste débute à 89 000 CFA (135 euros) et le privé où le salaire plafond est à 100 000 CFA (152 euros) et où certains perçoivent un peu moins que le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) équivalant à 36 415 CFA (55 euros). Beaucoup ne sont pas inscrits à la sécurité sociale. Il n'y a pas de plan de carrière, encore moins d'assurance pour les journalistes.

Le fait est que beaucoup d'organes de presse ne peuvent pas payer de salaires. La plupart des journaux par exemple, tirent entre 200 et 500 exemplaires.

Mais même sans salaire, ils sont de plus en plus nombreux à travailler dans les rédactions, faute de mieux, surtout pour ceux qui n'ont aucune qualification ou expérience professionnelle. Ils s'adonnent souvent à l'animation dans les radios. De plus, ils peuvent toujours espérer vivre de pots-de-vin en attendant des lendemains meilleurs dans d'autres domaines.

Les panélistes ont reconnu que l'application de la convention collective pourrait relever le niveau de vie des reporters, journalistes et autres employés des médias.

## Le pointage:

**Notes individuelles:**

[illegible]

**Moyenne de l'indicateur:** 1.4

**4.9 Les professionnels des médias ont accès à des structures de formation qui offrent des programmes de qualification ainsi que des opportunités d'améliorer leurs compétences.**

Beaucoup de journalistes maliens sont formés à l'étranger et continuent toujours de fréquenter les écoles d'ailleurs faute de structure de formation en science et techniques de l'information et de la communication au niveau local. Il existe des écoles privées au Mali qui proposent des programmes de formation en marketing et management et à l'occasion, des cours de journalisme. Ces programmes ne répondent pas généralement aux standards pour la reconnaissance par l'État des diplômes délivrés. Mais depuis 2010, l'université catholique d'Afrique de l'Ouest délocalisée vers le Mali a ouvert une filière en journalisme.

En l'absence de structure de formation classique, la Maison de la Presse a surtout abrité des formations thématiques, à la carte avec l'appui des partenaires stratégiques tels que la fondation Friedrich Ebert, l'Unesco, l'Institut Panos Afrique de l'Ouest, l'Unicef. Malheureusement c'est toujours les mêmes individus qui sont présents. Ils sont beaucoup plus des « chasseurs de per diem » que des personnes en quête de formation.

Le ministère de la Communication a engagé un processus de création d'un institut de formation en journalisme dont le lancement était prévu pour l'année universitaire 2012 – 2013. Malheureusement les locaux devant abriter l'école sont toujours en chantier. Il faut attendre encore. Les rédactions continuent de recevoir et de former sur le tas ceux qui frappent encore aux portillons.

## Le pointage:

**Notes individuelles:**

[illegible]

**Moyenne de l'indicateur:** 2.6

**4.10 Les journalistes et les autres acteurs des médias sont organisés en syndicats et/ou associations professionnelles, qui défendent leurs intérêts de manière efficace.**

Il y a environ une cinquantaine d'associations et de réseaux professionnels dont la plupart sont membres de la Maison de la presse. À proprement parler, il n'y a pas de syndicat de journalistes exclusivement. Mais il existe un syndicat qui est orienté spécifiquement vers les médias du secteur public et regroupant en son sein des journalistes, cinéastes, imprimeurs, etc., en l'occurrence le Syndicat National de l'Information, de la Presse et de l'Industrie du Livre (SNPIL) qui est très peu visible.

Il y a un nouveau syndicat qui a été porté sur les fonts baptismaux. Il s'agit du syndicat des travailleurs de la presse qui traîne déjà une tare congénitale: les divergences d'intérêts.

La plupart de ces associations se forment au gré des ateliers ou séminaires thématiques de formation qui regroupent tout au plus une quinzaine de participants. Juste le nombre qu'il faut pour constituer l'instance dirigeante de l'association sur l'instigation des organisateurs dont l'un des objectifs est de mettre en place un réseau. Beaucoup de journalistes ne sont généralement pas informés de l'existence de ces associations. C'est parfois un groupe d'amis qui forme une instance d'ailleurs très peu soucieuse de la défense des intérêts de la corporation.

En conclusion, on peut dire qu'il y a plusieurs organisations dans le secteur des médias, mais elles sont souvent minées par des querelles internes qui annihilent leurs actions et synergies. Les récents événements liés à la situation institutionnelle et sécuritaire du pays ont permis une remobilisation pour la défense des intérêts de la profession.

## Le pointage:

**Notes individuelles:**

|                                                       | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|-------------------------------------------------------|---|---|---|---|---|
| 1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur        |   |   |   |   |   |
| 2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur | ✓ | ✓ |   | ✓ | ✓ |
| 3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur       |   |   | ✓ |   |   |
| 4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur  |   |   |   | ✓ | ✓ |
| 5 Pays répond à tous les critères d'indicateur        |   |   |   |   |   |

**Moyenne de l'indicateur:** 2.9

**Note du secteur 4:** 2.3

**MOYENNE DE TOUS LES SECTEURS: 2.9**

# La voie à suivre

## 1. Quels changements y a-t-il eu dans l'environnement des médias ces dernières années ?

### Certains ont été qualifiés de positifs notamment:

- L'augmentation du taux de couverture médiatique;
- Création de nouvelles radios privées: à ce jour, 325 sont fonctionnelles;
- Lancement de la deuxième chaîne TV;
- Dotation de l'ORTM en 3 cars-régie vidéo;
- Mise en place d'une station terrienne numérique d'émission et de réception par satellite en bande C et Ku complètent le lot;
- Pose de la première pierre du nouveau siège de l'ORTM;
- La relecture des textes législatifs et réglementaires;
- Vote d'une loi sur l'audiovisuel;
- Élaboration de plusieurs avant-projets de loi;
- Ouverture de structures de formation;
- Ouverture filière journalisme de l'université catholique;
- Baisse du coût des télécommunications;
- Signature d'une convention entre le patronat de la presse et un opérateur de téléphonie.

### D'autres changements sont en revanche négatifs:

- Le dysfonctionnement aggravé de l'Observatoire pour la déontologie et l'éthique dans la presse (organe d'autorégulation);
- Incendie, saccage de radios;
- Baisse de l'aide à la presse;
- Arrêt du chantier de l'école de journalisme;
- Augmentation de la fréquence des agressions contre les journalistes;
- Non-application de la convention collective;
- Non-application de la nouvelle loi sur l'audiovisuel;
- L'inertie des organes de régulation;
- L'intimidation des journalistes;
- La précarité des conditions des travailleurs du secteur des médias;
- baisse de la qualité du contenu des médias.

## 2. Quels types d'activités faut-il mener dans les deux prochaines années?

- Affichage format du code d'éthique et de déontologique dans les rédactions;
- sensibilisation autour de la convention collective;
- création d'une centrale d'achat des intrants pour la production des médias;

- Renforcement des capacités en termes de spécialisation des journalistes dans différents domaines;
- lancement et vulgarisation du rapport BMA au niveau des institutions (Présidence de la République, gouvernement, ministères, Assemblée nationale, Ambassades, ONG, Société civile, etc.);
- Mise en place d'un programme de dynamisation de l'ODEP par la Maison de la Presse;
- Mise en place de mécanismes pour le développement de partenariat entre les médias et d'autres structures d'appui institutionnel et financier;
- Organisation de rencontres périodiques avec les OSC (CAFO);
- La Fondation Friedrich Ebert a manifesté sa disponibilité à accompagner les médias dans leurs initiatives.

*La réunion du panel a eu lieu Ségou du 2 - 4 Novembre 2012.*

## Les Panélistes:

### Société Civile:

1. M. Abraham Bengaly - Professeur de droit
2. Mme Traoré Oumou Touré - Militante des droits des femmes
3. Me Moctar Mariko - Avocat
4. M. Ibrahima Diallo - Syndicaliste
5. Mme Djénèba Karabemta - Magistrat
6. M. Ousmane Bamba - Expert TIC

### Médias:

7. M. Alexis Kalambry - Journaliste, Rédacteur
8. Mme Diaby Makoro Camara - Journaliste, Rédacteur
9. M. Nouhoun Keita - Journaliste
10. M. Seydou Baba Traore - Journaliste
11. M. Sadou Yattara - Journaliste
12. Mme Ndèye Tapha Sossé - Journaliste

### Modérateur:

M. Souleymane Sane, journaliste

### Rapporteur:

M. Mahamadou Talata Maïga, journaliste





# **AFRICAN MEDIA BAROMETER**

The first home grown analysis of the  
media landscape in Africa



## **MALI 2012**

English Version

# The African Media Barometer (AMB)

The African Media Barometer (AMB) is an in-depth and comprehensive description and measurement system for national media environments on the African continent. Unlike other press surveys or media indices the AMB is a self-assessment exercise based on homegrown criteria derived from African Protocols and Declarations like the *"Declaration of Principles on Freedom of Expression in Africa"* (2002) by the "African Commission for Human and Peoples' Rights" (ACHPR)<sup>1</sup>. The instrument was jointly developed by *fesmedia Africa*, the Media Project of the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) in Africa, and the Media Institute of Southern Africa (MISA) in 2004.

The African Media Barometer is an analytical exercise to measure the media situation in a given country which at the same time serves as a practical lobbying tool for media reform. Its results are presented to the public of the respective country to push for an improvement of the media situation using the ACHPR-Declaration and other African standards as benchmarks. The recommendations of the AMB-reports are then integrated into the work of the 19 country offices of the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) in sub-Sahara Africa and into the advocacy efforts of other local media organisations like the Media Institute of Southern Africa.

## Methodology and Scoring System

Every two to three years a panel of 10-12 experts, consisting of at least five media practitioners and five representatives from civil society, meets to assess the media situation in their own country. For 1 1/2 days they discuss the national media environment according to 45 predetermined indicators. The discussion and scoring is moderated by an independent consultant who also edits the AMB-report.

After the discussion of one indicator panel members allocate their individual scores to that respective indicator in an anonymous vote according to the following scale:

|          |                                               |                                                                                     |
|----------|-----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>1</b> | Country does not meet indicator               |  |
| <b>2</b> | Country meets only a few aspects of indicator |  |
| <b>3</b> | Country meets some aspects of indicator       |  |
| <b>4</b> | Country meets most aspects of indicator       |  |
| <b>5</b> | Country meets all aspects of the indicator    |  |

<sup>1</sup> The ACHPR is the authoritative organ of the African Union (AU) mandated to interpret the African Charter on Human and Peoples' Rights.

The sum of all individual indicator scores will be divided by the number of panel members to determine the average score for each indicator. These average indicator scores are added up to form average sector scores which then make up the overall country score.

### **Outcome**

The final, qualitative report summarises the general content of the discussion and provides the average score for each indicator plus sector scores and overall country score. In the report panellists are not quoted by name to protect them from possible repercussions. Over time the biennial or tri-annual reports are measuring the media development in that particular country and should form the basis for a political discussion on media reform.

In countries where English is not the official language the report is published in a bilingual edition.

Implementing the African Media Barometer the offices of the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) and - in SADC countries the Media Institute of Southern Africa (MISA) - only serve as a convener of the panel and as guarantor of the methodology. The content of the discussion and the report is owned by the panel of local experts and does not represent or reflect the view of FES or MISA.

At the end of 2008 the indicators were reviewed, amended and some new ones were added to address the rapid developments in Information Communication Technology<sup>2</sup>.

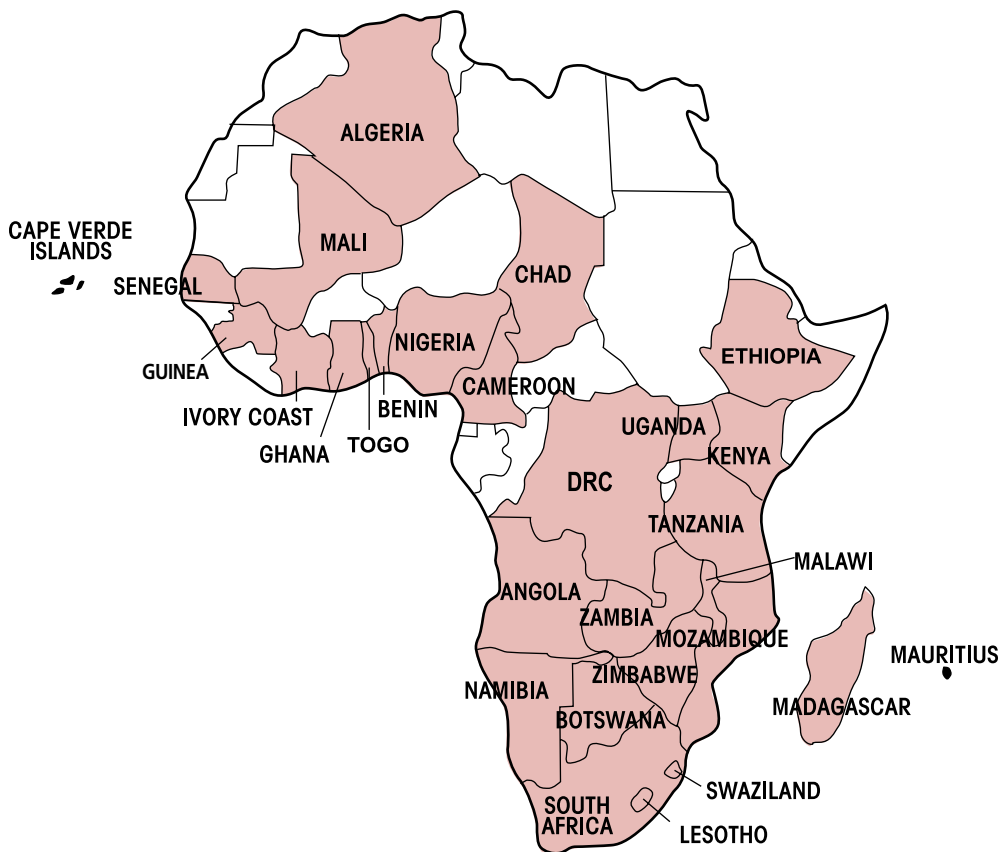
By the end of 2012 the African Media Barometer had been held in 29 African countries, in some of them already for the fourth time.

**Mareike Le Pelley**  
**Head of fesmedia Africa**  
**Friedrich-Ebert-Stiftung**  
**Windhoek**  
**Namibia**

**Zoe Titus**  
**Regional Director**  
**Media Institute of Southern**  
**Africa (MISA)**  
**Windhoek, Namibia**

---

<sup>2</sup> Consequently, the comparison of some indicators of previous reports is not applicable (n/a) in some instances in which the indicator is new or has been amended considerably. Furthermore sector scores are not applicable (n/a) as indicators have been moved.



*See above 29 AMB Countries (2005-2012)*

# CONTENT

SUMMARY: 76

SECTOR 1: 81

Freedom of expression, including freedom of the media, is effectively protected and promoted.

SECTOR 2: 95

The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.

SECTOR 3: 109

Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

SECTOR 4: 123

The media practise high levels of professional standards.

WAY FORWARD: 133

# African Media Barometer

## Mali 2012

### Summary

Since 1992, Mali has adopted a constitution which guarantees the freedom of expression in line with the Declaration of the Rights of Man and of the Citizen (Art. 11), the Universal Declaration of Human Rights (Art.19) and the African Charter on Human and People's Rights (Art.9).

The same applies to the freedom of the media. Article 7 of the 25 February 1992 Constitution states: "The freedom of the press shall be recognised and guaranteed". There is also a law on print media and another one on broadcasting. Both laws protect the freedom of the media but specify that this freedom shall be exercised within the limits set by law and subsequent regulations.

Therefore, freedom of expression exists in Mali, but it is not always practised. The crisis, which has divided the country into two with the North occupied by Islamist and separatist invaders, has put some freedoms on hold, especially in the occupied areas. Similarly, the coup d'état on March 22 has weakened the freedom of the press.

There have been cases of aggression against people who have expressed opinions considered as divergent from the ruling regime both in the North and the rest of the country. As a result "people think twice before expressing an opinion in Mali".

Access to public information is regulated by a law which sets many restrictions for the public. The law specifies the categories of administrative documents that are not accessible to the public. These are documents that could undermine the confidentiality of government deliberations, national defence or foreign policy secrets, the safety of the state and public security, legal proceedings or operations prior to such proceedings (unless an authorisation is given by a relevant authority), privacy, personal and medical records, trade and industrial secrets, tax and customs offences or generally, information protected by law.

Mali has ratified most international instruments on freedom of expression and freedom of the press but does not monitor the implementation of each of these conventions and treaties.

Prior authorisation is not required for written publications. A simple declaration is enough. However, there are provisions which regulate the entry into the journalist

profession. These provisions are not always observed and many journalists practise without meeting the required criteria.

The law does not protect confidential sources of information. Some journalists were arrested for not disclosing their sources. With regard to websites, the relevant regulation is still at the embryonic stage and they are currently not subjected to any restriction. Control over the Internet also seems to be beyond reach and for the time being, public authorities have not shown any such tendency.

In Mali, civil society supports the media and the State takes the views of media professionals into account to pass relevant laws.

There are many newspapers in Mali (250 in French) and over 300 private radios. Although the state has a monopoly on television, people can have access to over 200 satellite TV channels. The national broadcaster signal does not cover the whole country, especially not the North, which is occupied by Islamists.

The newspaper circulation is very low: between 500 and 5000 copies only per published issue. These newspapers hardly get to the rural areas of the nation.

Lastly, there are online newspapers but the internet connection is rather expensive (about 50 Euro cents per hour in Bamako) compared to the average income in Mali.

The print media is generally poorly distributed. Only the Jamana Cooperative, which publishes newspapers in local languages, seems to be coping.

The state gives enough room to manoeuvre to its daily newspaper, *L'Essor*. However, it monitors closely the programmes of the national broadcaster ORTM (*Office de Radiodiffusion Télévision du Mali*).

The law does not prohibit monopolies and concentration of media. As a matter of fact, private radios were established before the law existed and several radio stations belonged to the same owner. A new law was enacted at the beginning of 2012, to regulate the way broadcast media operate, but it is not yet being enforced.

The media are barely viable. They are set up and disappear. Newspaper circulation is low and radios do not generate enough revenue. To support the media, media houses are partially exempted from VAT and receive direct cash assistance from the state. This assistance should be about CFA 200 million per year (about 305 000 Euros) but this year, it has been reduced to CFA 91 million (150 000 Euros), with a third being allocated to la Maison de la Presse. With regard to state media, they receive a subsidy equal to 70% of their operational budget.

The content of the Malian media is biased in favour of men. But this is not peculiar to the media. In the society in general, culture inertia is used to relegate women to second class citizens. However, there are many female TV presenters, radio hosts and technicians.

There are efforts to cover the society in its diversity but there is still a long way to go. The ORTM and community radios have taken the lead in this area.

Mali has developed a policy on Information and Communication Technologies (ICT) since 2005. However, access to ICT remains limited, especially in the northern regions currently under occupation.

The advertising market in Mali is very small and it is difficult to give reliable estimates. Advertisements are managed by the *Agence Malienne de Presse et de Publicité* (Mali News and Advertisement Agency) (AMAP). The state tries not to influence the editorial line of media houses to which it provides adverts. It is mainly private advertisers that find it difficult to accept criticisms from the media houses where they place their adverts.

The law on broadcasting in Mali was reviewed at the beginning of 2012 but this did not have any effect on the ground yet. It provides, among others, for the establishment of a promotional fund for national productions as well as for the collection, safeguarding and archiving of the national broadcast heritage.

It imposes a quota for national productions on the airwaves and harmonises the regulation process as currently, there are two regulatory bodies. These two bodies do not really have any power since none of them has the necessary independence and authority to streamline and raise moral standards in the media environment. Their members are nominated by various government institutions, excluding civil society.

Broadcasting frequencies are granted by the Ministry of Communication and operating licenses are issued jointly by the Ministries of Regional Administration and Communication.

The board of directors of the ORTM is also controlled by state institutions. The process of nominating its members is not transparent. The responsible minister is the chairperson of the ORTM and it is on the basis of his recommendation that the Director General of ORTM will be appointed by the President of the Republic.

A set of terms and conditions govern relations between the state and the ORTM, making the latter rather vulnerable to interferences. However, it is possible to resist these interferences if the ORTM is headed by a strong personality.

Two thirds of the ORTM's budget (nearly 15 600 000 000 CFA/ca. 24 000 000 Euros per year) are provided by the state, thus paving the way for direct influence. The commercial influence is more limited.

From a technical perspective, the ORTM covers effectively one third of the national territory. Only the North, which is occupied and where equipment has been destroyed,

The ORTM's programmes are quite varied. However, they could make more effort to improve the coverage of the various sections of the society. The news is dominated by institutional issues and the ruling government always has an influence in that regard, especially on the television.

There are attempts to cover the hinterland. However, there is still a long way to go and the regional offices should be used more efficiently.

In Mali, community radios are governed by the same regulations as private commercial radios. They are all entitled to media assistance. What they receive is, in fact, symbolic. In 2012 for instance, there were 30 million CFA (45 000 Euros) to be shared among 325 radio stations.

Overall media houses do not have an internal code of conduct or ethics. However, the profession has adopted a code of conduct and there is a self-regulating body. Since, however, this body does not have the resources to operate, it is virtually ineffective. This has resulted in many breaches of professional ethics in the media.

The main violation is undoubtedly the partiality and inaccuracies concerning treatment and providing of information. In addition, further investigations are hardly conducted. *Le Sphynx*, a journal coming out each Friday, is the only newspaper which seems to be practising investigative journalism.

Politics is the area of choice for the media. It is in this area where they adopt commentaries and position, sometimes to the detriment of facts.

Finally, another shortcoming is corruption. Salaries are so low or sometimes non-existent, that many journalists demand money from organisers of the events they are covering. Sometimes, these organisers give them money without waiting for any request. These practices are not limited to the media, it is a social phenomenon.

Generally, Malian journalists practise self-censorship. For instance, they are reluctant to provide information that is not in the interest of their advertisers, parents, friends or community in general. There is also censorship by owners who think their media house should reflect their interests

In Mali, there are no training institutions whose certificates are recognised by the state. Many journalists have been trained by local private institutes and some have certificates from schools abroad. Some international organisations also offer training modules from time to time. A training institute is being built by the Ministry of Communication.

There are about fifty associations of journalists in Mali but they are weak and often undermined by internal disputes. However, they are mobilising in the face of aggressions after the security situation worsened due to several events in the North.

# SECTOR 1:

Freedom of expression, including freedom of the media, is effectively protected and promoted.

## Freedom of expression, including freedom of the media, is effectively protected and promoted.

### 1.1 Freedom of expression, including freedom of the media, is guaranteed in the constitution and supported by other pieces of legislation.

Article 11 of the Declaration of the Rights of Man and the Citizen of 1789 lays the principles of freedom of expression: “The free communication of ideas and opinions is one of the most precious human rights. Every citizen may, accordingly, speak, write, and print freely, but shall be responsible for abuses of this freedom as defined by law”. The Universal Declaration of Human Right of 1948 raises the same concerns in article 19 as well as the African Charter on Human and People’s Rights in article 9.

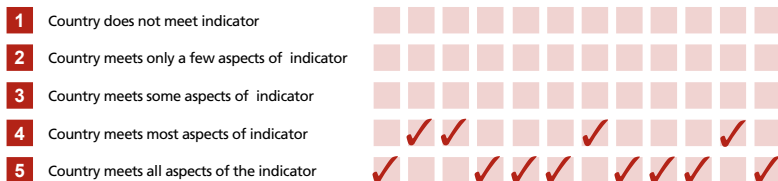
The preamble of the 25 February 1992 Constitution of Mali also refers to the above provisions. Its Article 4 provides that: “Everyone is entitled to the freedom of thought, conscience, religion, worship, opinion, expression, and creation in accordance with the law.” Article 7 of this Constitution also states that: “the freedom of the press shall be recognized and guaranteed. It shall be exercised in accordance with the terms and conditions established by the law. Equal access to state media shall be ensured by an independent body with a status determined by an organic law.”

Act 00-46/AN-RM of 7 July 2000 on media and press offences regulates this freedom in Mali.

Article 1 of the recent Act 2012-019 on private broadcasting communication services adopted on 23 February 2012 by the National Assembly, states that: “There shall be freedom of broadcast communication in the Republic of Mali. This freedom shall be exercised in accordance with the terms and conditions set by this law and subsequent regulations.”

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

4.7

## 1.2 The right to freedom of expression is practised and citizens, including journalists, are asserting their rights without fear.

Officially, the freedom of expression is effective. The laws of Mali limit freedom of opinion and expression with regard to statements inciting racial, national or religious hatred and pertaining to a call for murder which are punishable by law. “The current issues are the situation in the North and the coup d’état, very sensitive issues that cannot be talked about freely for fear of reprisals” explains a panellist.

In fact, the panellists acknowledge that within the context of the security and institutional crisis, citizens fear to express their views. Another panellist pointed out that with the occupation of the northern regions of Mali, all the fundamental freedoms were curtailed in Gao, Kidal and Tombouctou.

Panellists recalled the various physical aggressions and attacks against journalists. The first victim was M. Omar Ouahmane, the special envoy of *France Culture*. He was attacked by pro-coup military the night of 28 to 29 March 2012 while returning to his hotel located opposite to the Mali Radio and Television Broadcasting Authority (ORTM) in Bamako.

Successively, within a ten day period, Messrs Abderamane Keita, editor of the private newspaper *L’Aurore* and Saouti Labass Haidara, director of publication of the private daily newspaper *L’Indépendant*, were abducted and beaten by armed men. In Bamako, six hosts of Radio Kayira were arrested by the Inspector General of the Gendarmerie, following the attack on the Interim President, Dioncounda Traore, on 21st May in his palace.

The most popular case of aggression occurred in Gao, the night of 5th August 2012, against Malick Aliou Maiga, a host of Radio Adar Koima and also a

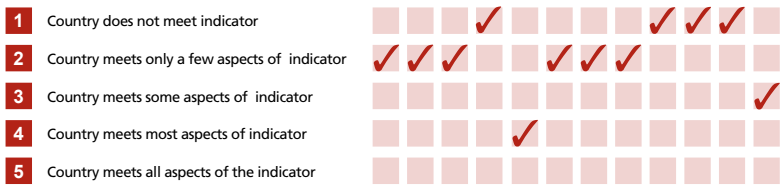
correspondent of the American station “Voice of America”. The attack was carried out by four armed men of the Movement for Unity and Jihad in West Africa (MUJAO).

A later case was that of singer Harouna Sylla, known as Roberto Magic Sapeur, who was threatened by armed men after the release of a song in which he openly criticised the army in October 2012.

A panellist recounted the intimidations she suffered for “daring to express her view on a topic that was an open secret”. Beyond these difficulties, there are other socio-cultural factors, which hinder freedom of expression. The general conclusion is that “one needs to think twice before expressing views in Mali today”.

Scores:

Individual scores:



Average score: 1.9

1.3 There are no laws or parts of laws restricting freedom of expression such as excessive official secrets or libel acts, or laws that unreasonably interfere with the responsibilities of media.

Both, Act 98-012 of 19 January 1998 governing relations between the state and users of public services and Decree no 03- 580/P RM of 30 December 2003 defining the conditions for the application of the law governing relations between the state and users of public services limit the categories of accessible information.

Act 98-012 of 19 January 1998 governing relations between the state and users of public services guarantees access to public services for all users under the same legal condition (Article 5) without any discrimination based on social origin, race, gender, language, religion, political or philosophical opinion. “Users of public

services shall have the right to be informed of reasons behind unfavourable individual or collective administrative decisions taken against them" (Article 7).

The freedom of access to administrative documents does not cover documents which when consulted or disclosed may undermine the confidentiality of government deliberations, national defence or foreign policy secrets, the safety of the state and public security, legal proceedings or operations prior to such proceedings (unless an authorisation is given by the competent authority), private life, personal and medical records, trade and industrial secrets, investigations on tax and customs offences or generally information protected by law.

Documents that cannot be released to the public in view of their nature or content bear, depending on the situation, the following inscriptions: top defence secret; defence secret; defence confidential; confidential; restricted document.

The authorities must grant access to personal administrative documents that concern the people that request them while private life secret, medical secret or trade, commercial secret relating exclusively to facts that are personal cannot be invoked against them. However, personal medical information can only be disclosed to the person concerned through a medical officer of his or her choice.

Members of the panel revealed that Act 98-012 of 19 January 1998 regulating relations between the state and users of public services cannot be considered as a law addressing the entire field of access to information. It aims at improving the quality of service offered to the public by the state.

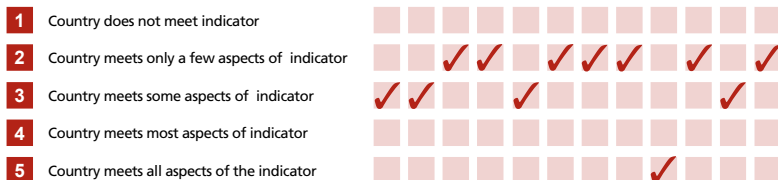
Article 7 of Act 02 - 052 of 22 July 2002 on archives states that: "Documents which were unrestricted before they were deposited at the public archives shall continue to be disclosed without any restriction whatsoever to any person who will request for it. Conditions for consultation and disclosure of other archive documents shall be determined by cabinet decree." However, its enforcement in decree No 02-424/PM-RM of 9 September 2002 in its article 22 extends the exceptions. It states that: "Documents protected by the National Directorate of Archives of Mali and archives from local governments shall be freely disclosed when they are thirty years old with the exception of:

- Documents relating to the security of the State, national defence or that will undermine the private life of citizens;
- Documents at advanced state of deterioration and in very poor state of conservation or insecurity;
- Tax, state land, commercial and political documents on unresolved cases concerning the state, war damages, financial, monetary and trade negotiations with the outside world on one hand, medical and civil records, report on judgments, reports and fact sheets which undermine private life, on the other, with a communication timeline raised to sixty (60) years or more depending on the case".

There is also Act 00-46/AN-RM of 7 July 2000 on press regime and offences which sets the limits of this freedom in Mali. These laws are currently under review.

## Scores:

### Individual scores:



**Average score:**

**2.6**

## 1.4 The Government makes every effort to honour regional and international instruments on freedom of expression and freedom of the media.

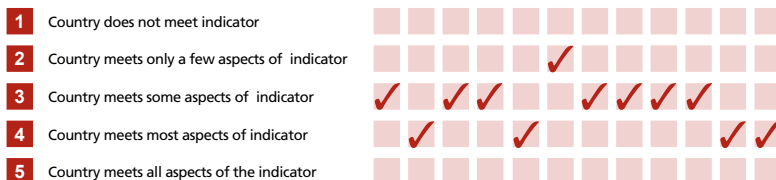
Mali has signed, ratified and subscribed to virtually all international legal instruments on the freedom of expression and freedom of the media. It has ratified, among others, the Universal Declaration of Human Rights (UDHR), adhered to the United Nations International Covenant on Civil and Political Rights (adopted in 1966 by the UN General Assembly), signed the African Charter on Human and People's Rights (adopted in Nairobi in June 1981 and came into force on 21 October 1986). Article 9 of the said Charter states that: "Every individual shall have the right to receive information. Every individual shall have the right to express and disseminate his opinions within the confines of the laws and regulations in force". Mali has also ratified the ECOWAS treaty which enshrines in article 65 and 68 the freedom of expression.

Mali has subscribed to various declarations and even takes into account in its laws and regulations principles laid down in these frameworks and instruments. In general, it ratifies all conventions but does not apply the monitoring mechanism of each of these conventions.

Panellists recognised, all the same, that even when Mali does not ratify international standards, it often incorporates them into its legal arsenal once they are not in contradiction with the constitutional norms.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

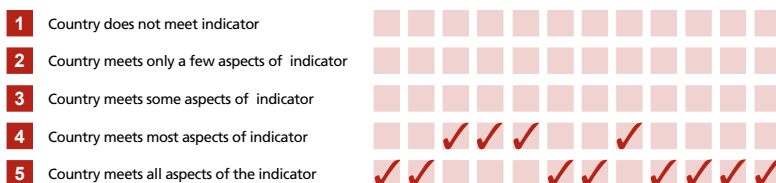
3.3

## 1.5 Print publications are not required to obtain permission to publish from state authorities.

In accordance with Article 7 of Act 00-46/AN-RM of 7 July 2000 on press regime and press offences, “before the publication of any newspaper or written periodical, the Court of First Instance shall receive a declaration on the publication containing the title of the newspaper, mode of publication; name and address of the publication director; location of the printing press where it will be printed; average circulation planned. The sponsor must also make legal deposit (article 9). In accordance with this law, the publication of a newspaper does not require authorisation. It is the regime of declaration that is prevailing. On the other hand, radio and televisions require authorisation.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

4.7

**1.6 Entry into and practice of the journalistic profession is not restricted by law.**

Article 4 of Act 00-46/AN-RM of 7 July on press regime provides that: “The journalist is someone who holds a certificate in journalism or a higher education qualification with one year professional experience and whose main paid occupation is the collection, processing and broadcasting of information and news within the framework of a public or private print or broadcaster”. The main criterion for access to the profession is professional training.

Another obstacle to the access to the journalist profession is Decree No 892-191/P-RM of 5 October 1992 establishing the Commission on Press Card, identification badge of journalists in Mali. The Commission is responsible for the issue, temporary suspension or withdrawal of the press card.

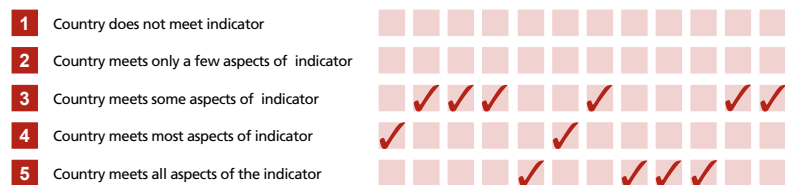
In some press houses, there are 'journalists' who do not satisfy the provisions of article 4 and therefore have cards issued by their employers, what the panellists refer to as "in-house cards".

In Mali, any individual can own a press house, but the director of publication must, in accordance with the law, be a journalist. Article 13 of Act 00-46/AN-RM of 7 July 2000 on press regime provides that “The director of publication shall be responsible for the content of the newspaper. He must be at least 21 years, have at least three years professional experience, be entitled to its civic rights and be resident in Mali”.

In spite of these legal provisions, people who do not meet these criteria and conditions practise freely as journalists.

## Scores:

**Individual scores:**



**Average score:**

### 3.8

## 1.7 Confidential sources of information are protected by law and/or the courts.

Confidential sources are not protected by law. However, the law governing the press requires the director of publication to demand from authors who submit their article unsigned or use a pseudonym their true identity before the insertion of their articles. "There is no law which guarantees the confidentiality of information" observed a panellist.

Article 15 of the code of conduct of journalists in Mali, which is not legally binding, requires that journalist keep professional secrets and do not disclose the source of information obtained confidentially. Before the law courts, journalists do not feel obliged to disclose their sources as some judges, in principle, ask for the source but do not insist. No information practitioner has been forced to do so. Panellists made reference to the case of Mr. Chahana Takiou, director of publication of the daily *le 22 septembre* who spent some time at the State Security for problems relating to the source of information. The director of publication of the Daily *L'Indépendant*, Souti Haidara, was arrested briefly on 16 May 2012 by three state security officers. He was questioned about the source of an article published the previous week.

### Scores:

#### Individual scores:

|   |                                               |   |   |   |   |  |   |   |   |   |   |   |   |
|---|-----------------------------------------------|---|---|---|---|--|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Country does not meet indicator               |   | ✓ | ✓ | ✓ |  | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |   |
| 2 | Country meets only a few aspects of indicator | ✓ |   |   |   |  | ✓ |   |   |   |   |   |   |
| 3 | Country meets some aspects of indicator       |   |   |   |   |  |   |   |   |   |   |   |   |
| 4 | Country meets most aspects of indicator       |   |   |   |   |  |   |   |   |   |   |   | ✓ |
| 5 | Country meets all aspects of the indicator    |   |   |   |   |  |   |   |   |   |   |   |   |

Average score:

1.4

## 1.8 Public information is easily accessible, guaranteed by law, to all citizens.

Act 98-012 of January 1998 sets the general rules governing relations between the state and users of public services. It provides for the principle of access to administrative documents. However, it limits the categories of accessible information.

This law allows any citizen to consult documents from public administration provided, however, that the said documents are not protected by law. According

to Article 12 of this law “access to identifying administrative documents shall be without restrictions. All files, reports, studies, minutes, statistics, directives, instructions or circulars which include an interpretation of positive law or a description of administrative procedures shall be considered as non-identifying administrative documents”.

There are problems associated with its implementation. These include the cumbersome administrative procedures. Worse still, Article 15 of this law has a list of information to which citizens cannot have access. It provides that: “access to administrative documents does not cover documents which when consulted can undermine:

- the confidentiality of government deliberations;
- national defence or foreign policy secrets;
- the safety of the state and public security;
- courts proceedings or operations prior to such proceedings unless an authorisation is given by the competent authority;
- private life, personal and medical records secrets;
- trade and industrial secrets;
- investigations on tax and customs offences;
- or generally information protected by law.

Documents that cannot be released to the public in view of their nature or content bear, depending on the situation, the following protection inscriptions:

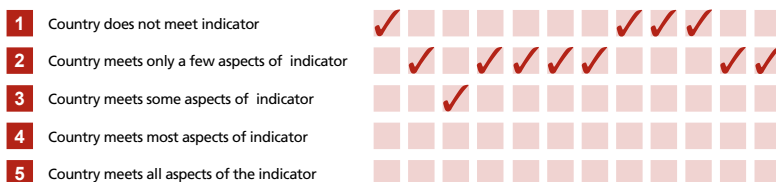
- top defence secret;
- defence secret;
- defence confidential;
- confidential;
- restricted document.

Indeed, efforts are being made to provide access to administrative documents for citizens thanks to institutional reforms currently under way. In some public administrations, communication mechanisms, especially orientation and information offices are being set up, but they do not always provide useful information. Actual access to information is not always easy.

A draft bill to this effect is already available. But it is stalled by the institutional situation in the country.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

1.8

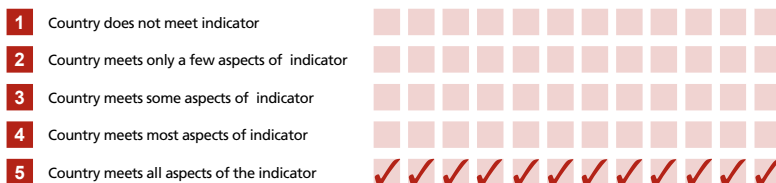
## 1.9 Websites and blogs are not required to register with or obtain permission from state authorities.

Websites, blogs and social network platforms are new areas that are not covered by any law or regulation. They do not require any prior declaration or authorisation. A panellist described this field as a major boulevard without any signpost.

Bills on the media are attempting to integrate this new trend in the legal arsenal to ensure a better supervision.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

5.0

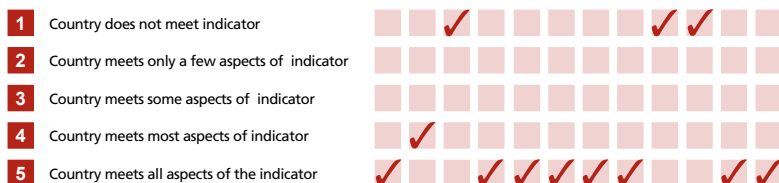
## 1.10 The State does not seek to block or filter Internet content unless laws provide for restrictions that serve a legitimate interest and are necessary in a democratic society.

According to a panellist, even if the state wants to block or filter the Internet content, it does not have the technical means to do so. Some panellists made reference to Internet sites that are not accessible and the debates pointed to the fact that these were individual initiatives of citizens and not the state.

Another panellist affirmed that the state is rather spying on SMS sent by telephone or telephone conversations, which has already led to the arrest of some journalists. Panellist made reference to the case of Mr. Birama Fall, director of publication of the bi-weekly *Le Prétoire*, arrested on 12 May 2012 by the State Security before being released four hours later. The accusation against him was a telephone conversation with a former minister.

### Scores:

#### Individual scores:



Average score:

3.9

## 1.11 Civil society in general and media lobby groups actively advance the cause of media freedom.

In terms of defending press freedom, the panellists recognised that media pressure groups are very active. Depending on their area of intervention, civil society organisations sometimes mobilise in favour of the media. Human rights association like the Human Rights Association of Mali (AMDH), the League of Lawyers for Human Rights (LJDH), the Observatory of Human Rights and Peace (ODHP) are at the forefront in the defence of the media.

"What is known as the Saouti case in Mali is the culmination of successive events and violence against the media which mobilise beyond civil society and even the political class to stop the spiral of violence..." recalled a panellist.

Within the profession, there are several associations of journalists and media owners that are under an umbrella organisation known as *Maison de la presse*. These include mainly the National Union of Journalists of Mali (UNAJOM), Association of Private Press Editors of Mali (ASSEP), Association of Journalists for the Promotion of Professionalism (AJPP), Union of Free Radio and Television Stations (URTEL), and the Organisation of Young Reporters of Mali (ORJM). The Mali News and Advertisement Agency (AMAP) and the Radio and Television Broadcasting Authority (ORTM) are also members of *Maison de la Presse*. The list is not exhaustive.

## Scores:

**Individual scores:**

| Indicator                                     | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|-----------------------------------------------|---|---|---|---|---|
| Country does not meet indicator               |   |   |   |   |   |
| Country meets only a few aspects of indicator |   |   |   |   |   |
| Country meets some aspects of indicator       |   |   |   |   |   |
| Country meets most aspects of indicator       |   |   | ✓ | ✓ | ✓ |
| Country meets all aspects of the indicator    | ✓ | ✓ |   |   |   |

**Average score:**

## 4.4

### 1.12 Media legislation evolves from meaningful consultations among state institutions, citizens and interest groups.

Act 00-46/AN-RM of 7 July 2000 on press regime and press offences is the third generation. It is the outcome of a long process which began during the 1998 national political forum which brought together all social and professional bodies in Mali. Like previous processes, it was affected by the ups and downs of the time and the strong need to reflect the objectives of democratisation and good governance of the Malian State and contribute to the consolidation of the freedom of expression and citizens' communication rights, including the disadvantaged and marginalised.

As a strong recommendations coming from the 3rd National Conference which brought together all sections of the society, the review of the legal framework reflects the general will to establish in the country an environment conducive to the harmonious development of the media and the consolidation of democracy.

A draft bill on the press regime has been prepared and is in the process of being adopted. Unfortunately, it is stalled in view of the institutional crisis.

Some panellists affirmed having taken part in the preparatory process. “There were consultations but they were not deepened” others deplored.

Scores:

Individual scores:



Average score: 4.4

Average score for sector 1: 3.5

# SECTOR 2:

**The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.**

## The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.

### 2.1 A wide range of sources of information (print, broadcasting, internet, mobile phones) is accessible and affordable to citizens.

According to panellists, the sources are available but are not accessible to all. There is the Radio and Television Broadcasting Authority (ORTM) which is made up of a national station, a channel II covering Bamako and its environs, eight (8) regional stations, three of which have been destroyed and two (2) national television channels. With the exception of the northern region under Islamist occupation, the Malian television signal is received across the territory.

According to official figures, there are three hundred and twenty-five (325) private FM radio stations across the length and breadth of the country. They are private, commercial and non-profit making (community, faith based, and cooperative). Five (5) foreign radio programmes are relayed by some national media houses.

About 200 encrypted foreign television channels are rebroadcasted to Mali. There are no authorised private television channels yet. However, the state no longer has a monopoly in this field; a private television channel has been established since 2004 without authorisation. The television coverage rate is about 75% for the ORTM.

The French language print media is made up of about 250 independent newspapers with only about fifty being more or less published regularly. There are 9 dailies, 28 weeklies, 9 bi-weeklies and two others come out at random. There are also public newspapers, including the national daily in French and other publications in national languages which are being adversely affected by the dwindling readership that is increasingly turning to radio. These include the monthly *Kibaru*, *Xibaaré*, *Kabaru* published by the Malian News and Advertisement Agency (AMAP) and *Jekabaara* (about 30 000 copies) of the Jamana cultural cooperative meant for rural communities. These newspapers in national language covers language areas, especially in the cotton production zone which has a population of 4 million people and covers southern and western Mali, namely Sikasso, Segou, Koulikro areas. This explains the high circulation of the *Jamana Jekabaara* monthly newspaper.

Ironically, the circulation of French language newspapers is very low. It is estimated at between 500 and 5 000 copies per issue. They are distributed only in Bamako, the capital. Some copies rarely reach readers in the hinterland. Some

international magazines are available on the newsstands in the capital but they are not affordable to all.

With regard to the online press, some newspapers provide Internet users with articles published in the hard copies. Only the national daily site is dynamic and regularly updated. Some radios are also available on the worldwide web.

Similarly, there are three online newspapers which deal with topical issues. There are many portals that cull articles published in various local publications; they are not professional and very controversial.

Telephone operators and many access providers offer internet connection services which attract mostly the youth. In the capital, the monthly cost of high speed internet connection is relatively high; it is on the average CFA 25,000 (about 38 Euros) compared to the income of majority of citizens who earn less than a dollar a day. The minimum wage is CFA 36, 415 (about 55 Euros).

## Scores:

**Individual scores:**

|   |                                               |  |
|---|-----------------------------------------------|--|
| 1 | Country does not meet indicator               |  |
| 2 | Country meets only a few aspects of indicator |  |
| 3 | Country meets some aspects of indicator       |  |
| 4 | Country meets most aspects of indicator       |  |
| 5 | Country meets all aspects of the indicator    |  |

**Average score:**

### 3.4

**2.2 Citizens' access to domestic and international media sources is not restricted by state authorities.**

There is no restriction to public access to national and international media. The obstacles are simply practical difficulties. In Mali, the cost of printing is very high; for example, the printing cost of a 6 page A3 format newspaper in two colours is between CFA 120 and 130 (0,20 Euros) per unit. On the other hand, satellite dishes are relatively cheaper. Their price ranges between CFA 50,000 (76 Euros) and CFA 75,000 (114 Euros) depending on the strength, type of decoder and the source. The prices are on a downward trend in the interest of smaller pockets. This allows some citizens to have access to foreign radio and television stations.

The retransmission of foreign radio and television programmes is not regulated in Mali. In addition to foreign newspapers, three (3) companies offer scrambled

packages of foreign television channels. Foreign radio programmes are partly or fully retransmitted by some national, public or private media houses.

The Internet remains a phenomenon that is growing by leaps and bounds with relative accessibility. In Bamako, for instance, one hour connection costs CFA 300 (about 50 euro cents) with a fair connectivity quality

## Scores:

### Individual scores:

|          |                                               |                                                                                   |
|----------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| <b>1</b> | Country does not meet indicator               |  |
| <b>2</b> | Country meets only a few aspects of indicator |  |
| <b>3</b> | Country meets some aspects of indicator       |  |
| <b>4</b> | Country meets most aspects of indicator       |  |
| <b>5</b> | Country meets all aspects of the indicator    |  |

**Average score:**

**5.0**

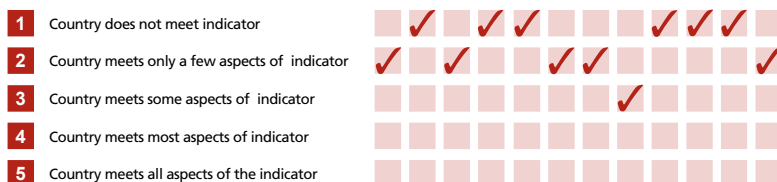
## 2.3 Efforts are undertaken to increase the scope of circulation of the print media, particularly to rural communities.

There is no organised distribution network for the print media. Some press houses organise individually their distribution channels. The target public remains people in the capital. Some efforts are made but they are inadequate.

To address this need, newspapers with local distribution have been established. Le Segovien, a bi-monthly regional newspaper in Ségou, which is the most visible, is facing difficulties and Koima Info, the only newspaper in Gao in the North has closed down for security reasons. Rural areas receive newspapers in local languages such as *Kibaru*, *Kibare*, *Xaabaré* and others with high circulation and covering different language areas. These initiatives are supported by the distribution network of the Jamana cultural cooperative, which publishes a monthly magazine in the Bamanan Jekabaraa language. This is due to the fact that “the cooperative has a distribution network linked to its historic role in the struggle for democracy. However, between 2010 and 2012, there has been a slack and the newspapers are losing more than they are gaining” said a panellist.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

1.7

## 2.4 The editorial independence of print media published by a public authority is protected adequately against undue political interference.

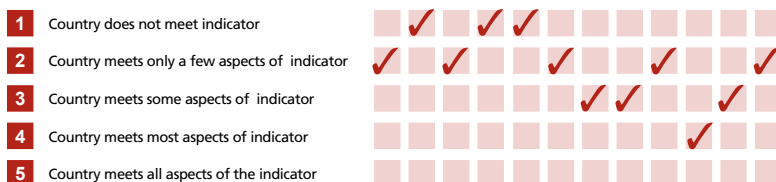
The national daily, *L'Essor*, is published by the Mali News and Advertisement Agency (AMAP) which is a public and administrative institution. According to the panellists, this institution enjoys some level of freedom. This is reflected in its responsiveness to the crisis in the North, which is a very sensitive issue. All these are not observed in the Radio and Television Broadcasting Authority (ORTM). For example, a panellist testified that in spite of the insecurity in the northern regions of the country, *L'Essor* continues to regularly publish information on the situation in this part of the country and even in refugee areas.

Established by Act 92-036/AN-RM of 24 December 1992, the AMAP's objectives are to:

- Ensure through the production, printing and sale of state publications in French and national languages, the dissemination of any information that is likely to interest Malian citizens; Ensure or collaborate in the production and printing of any works that will contribute to ensuring that Malian citizens are well informed;
- Research, publish and disseminate national information within the country and beyond for a fee;
- Provide, for a fee, to national media and private users world news obtained through an agreement or alliance with other news agencies;
- Implement laws governing advertisement in Mali;
- Collect, produce or facilitate the production of advertisement objects or works;
- Ensure the sale of advertisements for state media and third parties which make the request.

## Scores:

### Individual scores:



**Average score:**

**2.2**

## 2.5 Adequate competition legislation/regulation seeks to prevent media concentration and monopolies.

A prior authorisation is not required for the establishment of a press house and the law does not set limits in terms of media ownership, monopoly or competition. The establishment of broadcasters, especially private radios, started before the law was enacted. Act 2012 -019 of 12 March 2012 on private broadcast communication services addresses legal deficiencies on the issues and takes care of the emergence of new broadcasting services in the sector. It covers both radio and television, determines the conditions for the establishment, operation and distribution of private radio and television broadcasting services and strengthens broadcasting regulatory authorities.

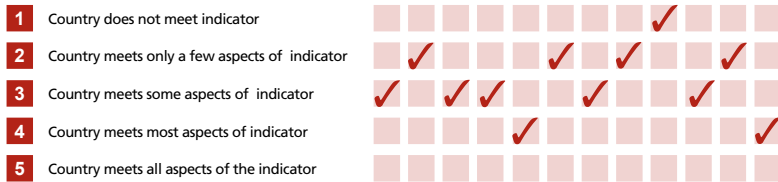
Henceforth, the responsibility for the use of frequencies, establishment and operation of private radio broadcasting services lies with a single regulatory body, which must be independent and competent.

This new law is not yet in force; the various texts abrogated and yet in force laid the basis for the diversity in programmes. This explains why there are broadcasting groups. These include the Jamana community radio network (10 radios), Finzan Group (8), TDM, Kayira (8), Kayira community radio network... But the new law provides that "subject to compliance with the provisions of the law on competition, any practice that may prevent, restrict or distort competition or lead to the abuse of a dominant position, even directly or indirectly through a company of the group operating outside Mali, is prohibited" (Article 27).



## Scores:

**Individual scores:**



**Average score:**

## 2.7

**2.7 All media fairly reflect the voices of both women and men.**

Topics and programmes concerning women exist but they are not commensurate to those dedicated to men. "Very few women are involved in editorial work. This explains why there is no great interest in issues concerning them. There are still some socio-cultural obstacles which adversely affect equity" admitted one panellist. Socio-cultural constraints confine women to secondary roles.

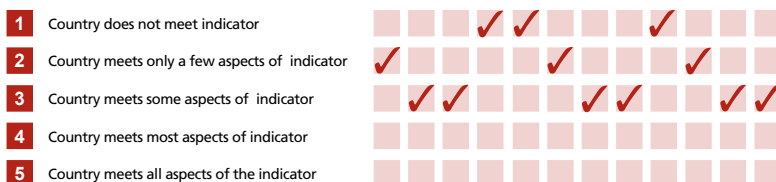
Panelists shared the results of a study conducted under a project “to strengthen women’s role and representation in the media in West Africa” in 2011 which shows that only 14.50% of topics (generally society and news in brief) are gender related. A day of monitoring conducted on 8 August 2011 on 11 newspapers revealed 17% of articles on women and barely 5% of all articles on all topics combined were written by women.

As regards the place of women in the media, they account for 10% of all the 22 media houses surveyed across the country. In Mali, only four women hold a management position in all the 22 media outlets surveyed. This implies that journalists' views on their women colleagues are not always positive, even if they are not always devalued in a deliberate or premeditated manner.

They are mostly hosts of radio programmes and technicians...Unfortunately, very few women have responsibilities within editorial teams. Efforts are being made to change mentalities within the framework of a more effective gender approach.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

3.5

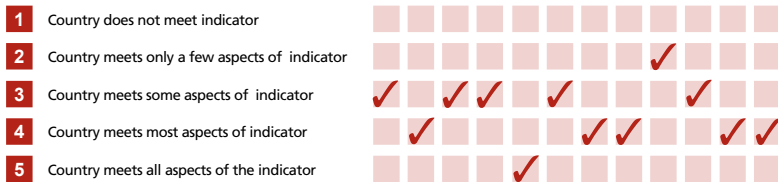
## 2.8 All media fairly reflect the voices of society in its ethnic, linguistic, religious, political and social diversity.

According to panellist, very little is heard about minorities, but generally, there are efforts in this regard and the host community is taken into consideration. The media portrays the diversity of the Malian society. At the national level, the situation goes unnoticed but at the local level and in the hinterlands of Mali, there are about 325 private association and community radios which echo the voice of communities, talk about their problems and experiences in their language. This is the case of neighbourhood television based on the movement of a platform to the people to enable them see directly their realities as the ORTM has always done during “relocated” national events. For instance, the “*Maxi jeunes*” programme during the academic year which becomes “*Maxi vacances*” during holidays is a very popular programme among the youth. It organizes competition among the youth in various fields, namely dancing, singing as well as comedy and enables the youth to be well versed in the various cultural areas.

In the private sector, community radios meet various educational, religious information and entertainment needs in the local languages.

## Scores:

**Individual scores:**



**Average score:**

### 3.5

**2.9 The country has a coherent ICT policy or the government implements promotional measures, which aim to meet the information needs of all citizens, including marginalised communities.**

An Information and Communication Technology policy document and a strategic plan for its implementation have been developed since 2005.

The Information and Communication Technology Agency (AGETIC) has been established by Act 05 – 002 of 10 January 2005 as a public scientific and technological institution.

AGETIC is in charge of ensuring the implementation of the national ICT strategy. This includes coordinating together with other stakeholders in the sector (public, private, civil society as well as technical and financial partners) the implementation of ICT National Policy Documents and the Strategic Plan adopted by the government in June 2005.

The government is gradually implementing these policies in a coherent manner in the short, medium and long term in line with the development of technologies and level of mobilisation of resources. The priority sectors include the establishment of an enabling legal and regulatory framework, the development of ICT infrastructure; education and capacity building to support health and good governance and Intranet administration, popularisation of access to Internet by connecting local authorities in Mali.

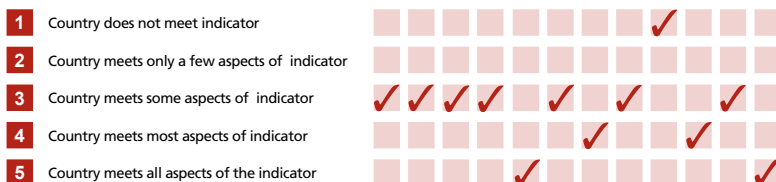
To this end, various sector e-policies were developed namely, e-governance, e-health, e-education, e-agriculture, e-commerce, e-communication, and a law, Act 2001 – 005 of 27 February 2001 on the amendment of Directive No 99-043/

P-RM of 30 September 1999 governing telecommunication in Mali, is in force. The Malian Post and Telecommunications/ICT Regulatory Authority (AMRTP) has replaced the Telecommunications Regulatory Committee (CRT) established by Directive No 99-043/P-RM of 30 September 1999. It is attached to the Ministry of Communication and New Technologies and is in charge of frequency regulation pending the establishment of the regulatory body in accordance with Act 2012-019 of 12 March 2012 on broadcasting.

The Government's priority is to improve access to technologies in rural areas in accordance with the policy on connecting the 703 local authorities in Mali. Currently, while the southern region of the country is benefiting from infrastructure development, this is not the case in the northern regions occupied by Islamist groups that have destroyed the entire telecommunication sector. It also includes supporting the shift from analogue to digital systems by 2015. In this regard, technical and financial partners have already set up in the radio stations in some localities community multimedia centres or local information and communication centres.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

3.3

## 2.10 Government does not use its power over the placement of advertisements as a means to interfere with editorial content.

First of all, panellists singled out outreach campaigns where the state needs everyone and shares the messages to all for a meagre fee. Advertisements are handled by the Mali News and Advertisement Agency established by Act 92-036/AN — RM of 24 December 1992. It has a monopoly over institutional advertisement and the national daily published by this agency, *L'Essor*, is in high demand on the advertisement market.

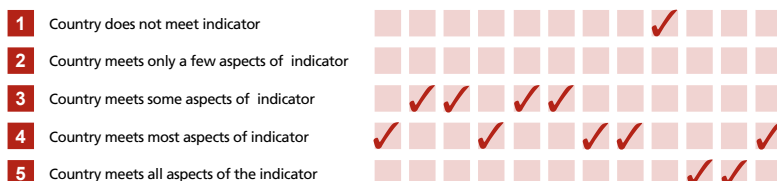
The panellists were of the view that the government is traditionally the largest advertiser especially during electoral periods. They admitted that the state does not openly influence the editorial line of press houses where it places its adverts. It generally negotiates with employers' associations within the media, which in turn handle the sales.

However, within this context of institutional and security crisis, telephone network operators are the main buyers of space and airtime. For some advertisers, the editorial line does not really matter.

Other communication and advertisement agencies have also sprung up. But even with these private agencies, there is often discrimination and a significant proportion of adverts goes to media houses with an editorial line that is more favourable to the advertiser. Practice has shown that generally, the award of advertisement contract depends on the nature of the relationship.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

3.6

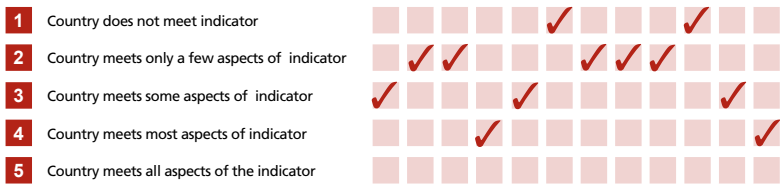
## 2.11 The advertising market is large enough to support a diversity of media outlets.

The market is not very diversified with only two major advertisers namely, telecommunication operators including *Société de Télécommunication du Mali* (Sotelma-Malitel) and Orange Mali with a value difficult to assess by the panellists.

Judging from the daily frequency of adverts on the ORTM stations and in the columns of L'Esson, and the presence of massive billboards across the Malian capital, these two media outlets are coping while other newspapers can come out for weeks without a single page of adverts. The ORTM and active media houses practise various forms of advertisement. Panellists concluded that the advertisement market does not support the various press outlets.

Scores:

Individual scores:



Average score: 2.4

Average score for sector 2: 3.1



# SECTOR 3:

**Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.**

## Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

### 3.1 Broadcasting legislation has been passed and is implemented that provides for a conducive environment for public, commercial and community broadcasting.

Act 2012 -019 of 12 March 2012 on private broadcasting services addresses legal deficiencies on the issue and takes care of the emergence of new broadcasting services in the sector. The law covers both radio and television, sets the conditions for the establishment, operation and distribution of private radio and television broadcasting services and strengthens broadcasting regulatory powers.

Henceforth, a single regulatory body, which should be an independent and competent authority, is responsible for the use of frequencies, establishment and operation of private radio broadcasting services. The rapid development of new communication technologies, the digitisation and rapid and unregulated expansion of satellite television have created new challenges in terms of policies and regulations. The new law also takes into account the retransmission of programmes as well as the distribution of foreign radio and television channels.

The major innovation is the establishment of a fund for the promotion of national broadcaster works production, which helps in the production of works, collection, safeguarding and archiving of the national audio-visual heritage. This fund will be replenished by service providers and distributors as well as network operators.

With regard to private broadcasting communication services, the authorisation for operations is subject to the signing of an establishment and operation agreement between the regulatory body and applicants selected.

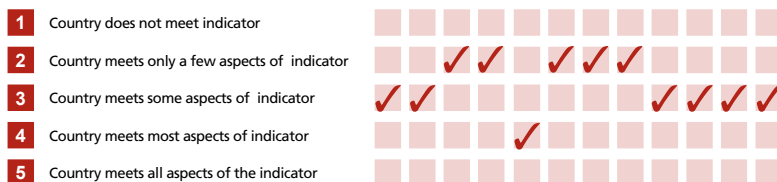
The innovation lies in the processing of applications by a broadcasting regulatory body which can impose sanctions ranging from warning to the suspension of the authorisation.

The promoter has an obligation to ensure the promotion of culture in the service area, 55% national production for television and 70% for radio and reserve 40% of its musical programmes to works of national composers, performing artists or producers.

There is a distinction between commercial radio and television broadcasting services and community ones. In view of the scarcity of frequencies, there are plans to use competitive procedures in the award of frequencies.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

2.7

## 3.2 Broadcasting is regulated by an independent body adequately protected by law against interference whose board is appointed - in an open way - involving civil society and not dominated by any particular political party.

"The game is automatically flawed with this double regulation" commented a panellist. There is no body as such which is responsible for the regulation of the broadcasting but rather two regulators: the High Council of Communication (CSC) and the Committee of Equal Access to the State Media (CNEAME).

The High Council of Communication (CSC) stems from a recommendation of the National Conference organised in the wake of the fall of the one party regime in 1991. At the time, the National Conference took into account the precarious nature of the public print media, its cash flow situation, dominance of the ruling party's view, ill adapted regulations governing the profession, lack of code of conduct for journalist, low level of training of some journalists and programme hosts.

The High Council on Communication was established by Act 92-038/AR-RM of 24 December 1992. It is made up of 9 members, with three of them being nominated by the President of the Republic, 3 by the President of the National Assembly and 3 by the Chairperson of the Economic, Social and Cultural Council.

- Among other functions: It gives its views on requirements for the production, programming and dissemination in terms of written

and broadcast communication; issues relating to freedom of communication guarantees;

- It decides on the award or withdrawal of frequencies of private radio and television stations;
- It is mandatorily consulted before the adoption of legislative or regulatory measures on written or broadcast communication;
- It proposes a media assistance plan and initiates any study or research related to its mandate.

In practice, the CSC is more of an advisory body than a decision making body. Public media is still controlled by the government. The state is still in charge of the allocation of frequencies. This does not guarantee its independence.

The national committee on equal access to state media:

- Article 7 of the 25 February 1992 constitution states that: "Equal access to all state media shall be guaranteed by an independent body whose status shall be determined by an organic law".
- Article 3 of the organic law provides for the mandate of the CNEAME: "It shall ensure fairness and plurality of information while taking into account the various political, economic social and cultural leanings, the management of air time and editorial space dedicated to candidates and political parties during electioneering campaigns..." It can impose on directors of ORTM or AMAP sanctions such as warning, formal notice or rectification of part or entire programmes. It proposes to Government measures to support state media.

The CNEAME is made up of seven (7) members with one nominated by the President of the Republic, one by the Prime Minister, one by the President of the National Assembly, one by the President of the Supreme Court, one by the President of the Constitutional Court, one by the President of High Council of Local Government Authorities and one by the Chairperson of the Economic, Social and Culture Council.

According to a panellist, the existence of two regulatory bodies is a source of waste of government resources and efforts as well as coordination difficulties as it seems that, in actual fact, none of the two bodies has the necessary authority and independence to streamline and raise moral standards in the media.

In fact, the two bodies operate as advisory bodies, with a role of making suggestions. This explains why the second national conference on communication held in December 1996 called for the establishment of a single regulatory body that will safeguard the interest of the ruling party and the opposition in the services of state media as well as the respect of citizens' honour and dignity by the private media etc. The mode of selecting members does not guarantee

the independence from these bodies. In both cases, members are nominated by heads of institutions of the Republic to the exclusion of civil society.

## Scores:

### Individual scores:

|   |                                               |   |   |   |  |   |   |   |  |   |  |  |   |   |   |   |   |  |  |
|---|-----------------------------------------------|---|---|---|--|---|---|---|--|---|--|--|---|---|---|---|---|--|--|
| 1 | Country does not meet indicator               | ✓ |   |   |  | ✓ |   |   |  | ✓ |  |  | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |  |  |
| 2 | Country meets only a few aspects of indicator |   | ✓ | ✓ |  |   | ✓ | ✓ |  | ✓ |  |  |   |   |   |   |   |  |  |
| 3 | Country meets some aspects of indicator       |   |   |   |  |   |   |   |  |   |  |  |   |   |   |   |   |  |  |
| 4 | Country meets most aspects of indicator       |   |   |   |  |   |   |   |  |   |  |  |   |   |   |   |   |  |  |
| 5 | Country meets all aspects of the indicator    |   |   |   |  |   |   |   |  |   |  |  |   |   |   |   |   |  |  |

Average score:

1.4

## 3.3 The body, which regulates broadcasting services and licences, does so in the public interest and ensures fairness and a diversity of views broadly representing society at large.

To address this flaw, Act 2012 -019 of 12 March 2012 on broadcast media which is not yet in force provides that: "Bodies regulating telecommunications and broadcast media may at any time carry out controls in private radio and television stations or service distribution agencies" (Article 5).

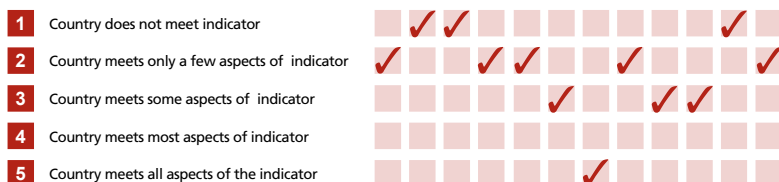
"The authorisation for the establishment and operation of private radio and television stations as well as the provision of programming services shall be issued upon request by a joint directive of the Ministries of Communication and Local Government following the advice of the broadcast regulatory body." (Article 18)

In the meantime, Decree No 92.156/PPM-RM has entrusted to the ministers responsible for communication and territorial administration, the responsibility to issue operating licenses. From this decree flows an inter-ministerial directive stating the terms and conditions of private broadcast communication agencies.

In accordance with the inter-ministerial directive no 92 -1604 MC-MAT/CTSP/ ASS-MSCPJ-MDSI of 7 April 1992, stating the terms and conditions for private frequency modulation radio stations, frequencies are allocated by the Ministry of Communication.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

2.3

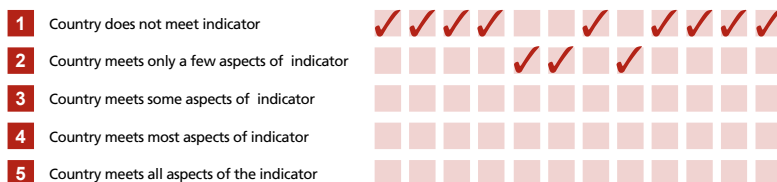
### 3.4 The state/public broadcaster is accountable to the public through a board representative of society at large and selected in an independent, open and transparent manner.

The board of directors of the Radio and Television Broadcasting Authority of Mali (ORTM), the state broadcaster, is made up of eight (8) members. Five (5) members are nominated as representatives of public authorities and the personnel are represented by two members. Civil society as a whole is represented by Mali Consumers Association, which panellists consider as not representative. According to one panellist, each ministerial department concerned appoints a representative and no one is aware of the mode of selection.

It is the Minister of Communication who ensures the supervision of the authority and chairs the board of directors. The other members are representatives of other ministries, including the Departments of Culture, Agriculture, Economy Finance, and Health; the Chamber of Commerce and Industry of Mali, the Telecommunication Company of Mali, the Mali News and Advertisement Agency (AMAP), the workers trade unions and a representative of consumer associations. The board is not representative of the Malian society in its diversity and cannot be accountable to the public. The procedure of nomination is considered as non-transparent by panellists.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

1.3

### 3.5 Office bearers with the State and political parties as well as those with a financial interest in the broadcasting industry are excluded from possible membership on the board of the state/public broadcaster.

Decree No 92-180/PG-RM of 27 October 1992 provides for the organisation and operational modalities and defines the management and governing bodies of the Radio and Television Broadcasting Authority of Mali (ORTM), the state broadcaster. The conditions for the implementation of its mission stated in the law establishing the authority are set forth in Decree No 96-284/P –RM of 23 October 1996 on the approval of terms and conditions.

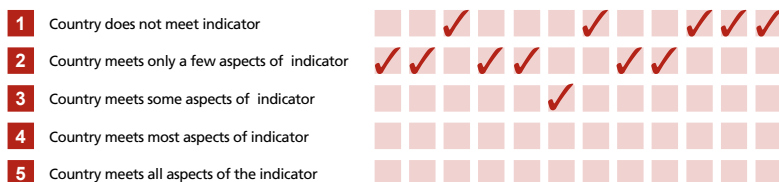
As a member and chairperson of the board of directors, the supervisory minister and representative of the state may defend a political interest. The Director General is appointed by presidential decree upon the advice of the Minister of Communication. The administration of the authority is not free from government control.

In spite of its status as a public administrative body, the ORTM still operates as a conventional administration where bureaucracy and slowness make procedures endless. With the subvention it provides, the state can, at will, carry out administrative changes in the authority.

Beyond the representative of Ascoma (Mali Consumers Association), other members of the board are state employees who are subject to the authority of their administrations and superiors, who are themselves members of the political apparatus in power.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

3.6

## 3.6 The editorial independence of the state/public broadcaster from political influence is guaranteed by law and practised.

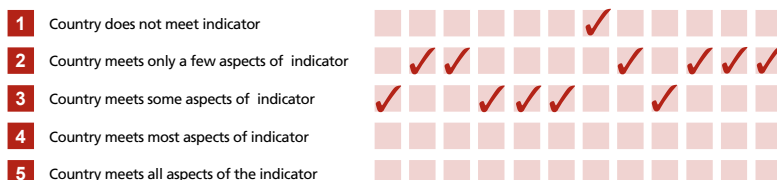
Various legislative and regulatory provisions confer on the ORTM a new status with new public service missions. These are Act 92-021 of 5 October 1992, Decree No 92-180/P-RM of 27 October stipulating its organisation and operational modalities and Decree No 96-284/P-RM of 27 October on the approval of the terms and conditions.

"In the case of public service, the users are the bosses" affirmed a panellist. There are no laws but terms and conditions which determine the relationship between the state and the public broadcasting authority. All these, according to another panellist, pave the way for covert interference which can undermine the editorial independence. In fact, some panellists described the ORTM as "its master's voice". This situation was illustrated by a reportage which presented the sanitation situation in a bad light in the Bamako district; this irritated some authorities which made it a point to express their displeasure. And to redeem itself, the ORTM showed a few days later the sanitation in a better light. For many, the ORTM provides mostly institutional information.

Some panellists were of the view that avoiding any political influence on behalf of a modern public service was rather a leadership and personality issue.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

2.3

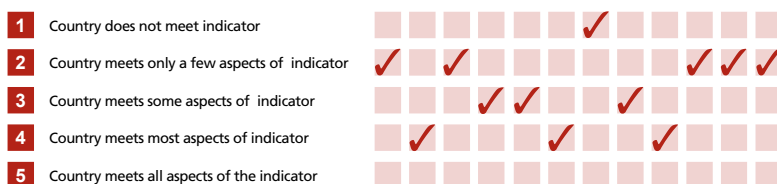
## 3.7 The state/public broadcaster is adequately funded in a manner that protects it from arbitrary interference through its budget and from all commercial pressure.

The Radio and Television Broadcasting Authority of Mali is a public administrative body with a legal status and an autonomous management. With a budget of CFA 15 609 185 000 (24 000 000 Euro), 2/3 of which is financed with government subvention, it is not shielded from commercial pressures and political interference. There are terms of reference which define the obligations of the ORTM and the state in the implementation of the mission of providing public radio and television services. They provide for a national coverage rate of at least 80% for radio programmes and 60% for television.

The ORTM is expected to develop quality programmes and gradually extend its production, broadcasting and transmission networks to cover the entire country. On its part, the state provides it with the financial support on annual basis to cover the operational deficit in view of the high level of its operating costs.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

2.8

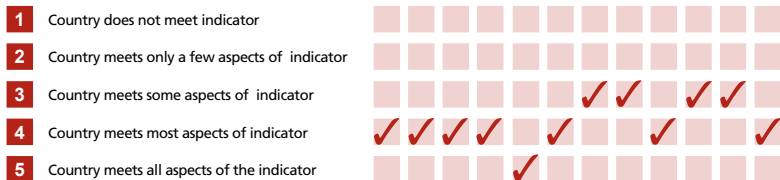
**3.8 The state/public broadcaster is technically accessible in the entire country.**

The programmes of the Radio and Television Broadcasting Authority reach a population coverage rate of between 75% and 80%. Since 2007, the state television channel is received in Europe via W3A Eutelsat satellite.

Having reached 90% before the occupation of the northern region, the geographical coverage rate is currently much more effective on only a third of the territory. In view of the institutional situation, investments have been suspended. Some communities are still waiting for the signal, a situation deplored by panellists.

## Scores:

**Individual scores:**



**Average score:**

### 3.5

**3.9 The state/public broadcaster offers diverse programming formats for all interests.**

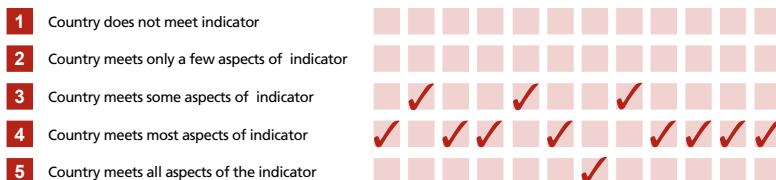
Panelists recognised that efforts are being made but felt that the ORTM could do better to offer a more or less varied programming in terms of citizenship awareness. There is a range of programmes on information, culture, education and entertainment of the public in the ten (10) major national languages and in French in accordance with the terms and conditions which states diversity as obligation.

The ORTM offers many magazines on the Malian culture, music, society magazines and dramas like *Les rois de Segou* or *Les Concessions* as well as sports and entertainment (music, cinema, etc.) and other programmes. It broadcasts news flashes and weather forecasts throughout the day with international and national news. It presents 80% of the news in French and the remaining 20% in local languages.

The second television channel has been launched and is bringing a thematic touch to this diversity.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

3.8

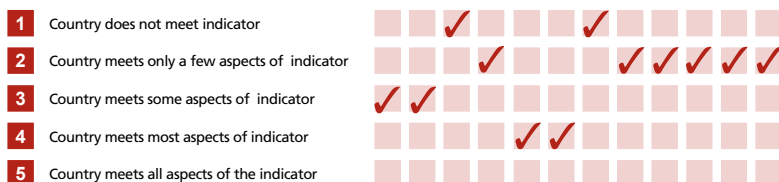
## 3.10 The state/public broadcaster offers balanced and fair information in news and current affairs, reflecting the full spectrum of diverse views and opinions.

“At the ORTM, the one who wields power has the final word,” exclaimed one panellist. Others criticised the national channel for giving precedence to institutional news thus forming a unilateral opinion. For example, a panellist stated that the national television only talks about the end of strikes and not the strikes themselves. In this case, like many others, it only presents one side of the story. However, another panellist intimated that “the ORTM has played its role in the production of useful, public, civic and pluralist information”.

However, it is worth making a distinction between television and radio. Panellists recognised that at the national radio, efforts are being made to take into account diverse points of view and opinions. However the television is more dominated by institutional issues. The second ORTM TV channel has been designed as a more general channel. It forms part of the improvement and diversification of public television services. This comes as a complement to the 1st channel but needs to develop its own identity.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

2.3

### 3.11 The state/public broadcaster offers as much diverse and creative local content as economically achievable.

With the establishment of regional stations, the ORTM is striving to offer local content. Unfortunately, the destruction of the 3 regional stations in Gao, Kidal, and Tombouctou has deprived the population of information, deplored the panellists. With regard to radio, the five stations that are still operating offer a well varied local content based on their radio programme schedule. However, television programmes remain at the national level in spite of the two channels.

The various regional stations of the ORTM offer a programme schedule with local contents that meet the demand of the population concerned. Programmes that are generally presented are produced in partnership with institutions of the locality. There are much more technical and economic difficulties associated with production at the national level. The costs of production are based on the scope of production. Certainly, there are national productions which require the deployment of a team.

The ORTM does not produce all the programmes it broadcasts. Sometimes, it works in collaboration with private producers as was the case with BlonBa and Spirit Mac Cain in the production of a TV reality programme known as *Manyamagan*. It was designed for entertainment but mainly to promote the Malian culture through some values, including citizenship, while conveying education and awareness messages to the Malian youth. *Manyamagan* took advantage of the entertainment framework to provide information on aspects of married life and its social, legal and economic implications.

The state broadcasting authority, ORTM, applies different tariffs for its services. For the coverage and broadcasting of topical issues on TV, the tariff applied for the opening and closing of a seminar, board meeting, general assembly, interviews, etc. ranges between CFA 150 000 (230 Euros) and CFA 200 000 (305 Euros). The



culture. A General Assembly, a management committee and a technical unit are responsible for the management and operations of community radios.

The regulatory provisions on the funding of a community radio state that it “shall not receive any grants, legacy or subvention in kind or in cash from a political party; it shall publish the rates of its services, keep proper accounts and pay royalties, taxes and levies applicable to it”.

Within the framework of their public interest services, community radios like any other private radio benefit from the assistance to the media. It is a subvention which has been reduced from CFA 200 million (305 000 Euros) in previous years to CFA 91 million (140 000 Euros) in 2012. According to the distribution formula, CFA 30 million (46 000 Euros) should be shared among 325 radios. Each radio station received what is enough to pay the monthly salary of one junior journalist based on the salary scale prevailing in the collective bargaining agreement.

## Scores:

**Individual scores:**

|          |                                               |  |
|----------|-----------------------------------------------|--|
| <b>1</b> | Country does not meet indicator               |  |
| <b>2</b> | Country meets only a few aspects of indicator |  |
| <b>3</b> | Country meets some aspects of indicator       |  |
| <b>4</b> | Country meets most aspects of indicator       |  |
| <b>5</b> | Country meets all aspects of the indicator    |  |

**Average score:** 3.5

**Average score for sector 3:** 2.6

# SECTOR 4:

The media practise high levels of professional standards.

## The media practise high levels of professional standards.

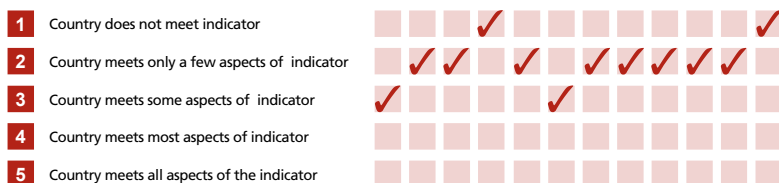
### 4.1 The media follow voluntary codes of professional standards, which are enforced by self-regulatory bodies that deal with complaints from the public.

There is a code of conduct for journalists, which is well known, and their professional associations are making efforts to apply it. It is constantly at the centre of debates on the media. Panellist deplored the absence of an internal code of conduct or an ombudsman within the media. In their view, all these accounts for the failure of journalists and the media to observe their code of conduct and ethics.

A self-regulatory body exists but it is facing operational difficulties and lacks resources. "There was a spring of observatories in francophone Africa. Today, they are all failing because they are being asked to conduct, among others, monitoring, which is a difficult task," explained one panellist. There is also the confidence crisis among the various actors and this erodes the credibility of the regulatory body.

#### Scores:

##### Individual scores:



Average score:

2.0

### 4.2 The standard of reporting follows the basic principles of accuracy and fairness.

"Information is not treated accurately and impartially. Journalists distort what is said. They do not serve the public interest ..." explained a panellist. "Some are skirmishers, you give them money and they serve you. You refuse to open your purse and they bombard you" added another panellist. This explains why each user has "a journalist" he invites to cover events. Obviously, there is lack of education on

the media among some users. In essence, a press conference is opened to all, why then is it necessary to select one media house or the other?

Some panellists consider the media as very partisan with selective treatment depending on their editorial focus. In fact, in the processing of information, there are more commentaries than facts.

## Scores:

### Individual scores:

|   |                                               |   |   |   |   |   |  |   |   |   |   |   |  |   |
|---|-----------------------------------------------|---|---|---|---|---|--|---|---|---|---|---|--|---|
| 1 | Country does not meet indicator               |   |   |   | ✓ |   |  | ✓ |   |   |   |   |  | ✓ |
| 2 | Country meets only a few aspects of indicator | ✓ | ✓ | ✓ |   |   |  | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |  |   |
| 3 | Country meets some aspects of indicator       |   |   |   |   | ✓ |  |   |   |   |   |   |  |   |
| 4 | Country meets most aspects of indicator       |   |   |   |   |   |  |   |   |   |   |   |  |   |
| 5 | Country meets all aspects of the indicator    |   |   |   |   |   |  |   |   |   |   |   |  |   |

Average score:

1.8

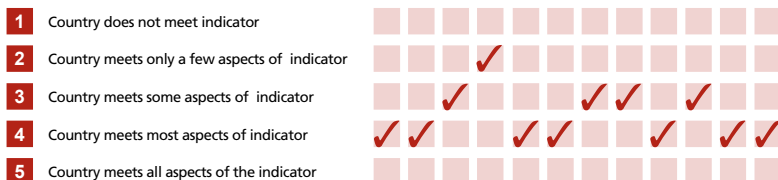
## 4.3 The media cover the full spectrum of events, issues and cultures, including business/economics, cultural, local and investigative stories.

The media deals with a wide range of issue even though politics is the most covered topic. Panellists observed that there was no in-depth reporting on some issues of national interest. Malian journalists have a great preference for reporting and other minor genres, leaving little room for investigation.

It has been said, "Investigative journalism is not well developed but there are efforts within some media houses which regularly propose topics. On the news stand, *Le Sphinx* stands out as an investigative newspaper", said one panellist.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

3.5

## 4.4 Equal opportunities regardless of race or ethnicity, social group, gender/sex, religion, disabilities and age are promoted in media houses.

Officially, there is no discrimination “even if social and cultural constraints confine women to secondary roles”. According to the results of a study conducted as part of a project “to strengthen women’s role and representation in the media in West Africa, they account for 10% of all the 22 media houses surveyed across the country. (See other data on the study under indicator 2.7). This implies that journalists’ views on their women colleagues are not always positive, even if they are not always devalued in a deliberate or premeditated manner. A widely shared view is that women are often absent.

A distribution of personnel of nine newspaper houses shows that out of 94 journalists employed only 13 are women. With regard to holding management position, there are 8 women against 31 men. They are present more in the broadcasting sector. It is significant to note that there is an editorial team exclusively made of women. In ten radio stations in the capital, 19 hold managerial position against 154 men and out of 254 hosts there are 87 women and 36 women journalists against 99 men.

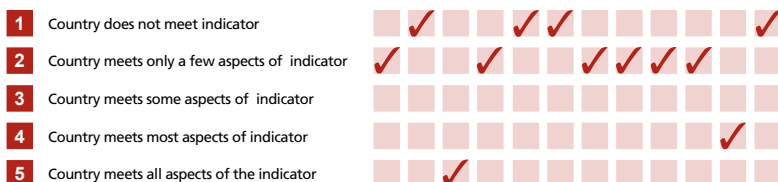
As the figures indicate, they are increasingly operating in the field under the same conditions as their male counterparts, often with camera over the shoulder; they also search for images or work in the office.

On the whole, panellists were of the view that there is no deliberate discrimination against women. The situation prevailing is simply a reflection of the society.



## Scores:

### Individual scores:



Average score:

2.1

## 4.6 Owners of established mainstream private media do not interfere with editorial independence.

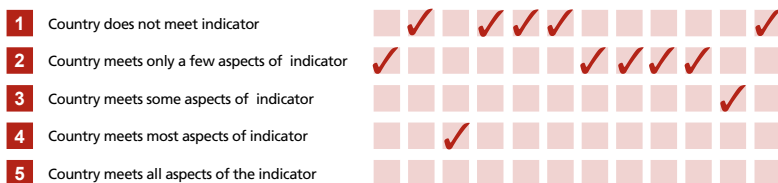
Act 00-46/AN-RM of 7 July 2000 on the press and offences against the legislation on the press makes a distinction between the owner who must be a Malian (Article 11) and not necessarily a journalist and the editor who “is responsible for the content of the newspaper. He must be at least 21 years and have three years professional experience, enjoy his civic right and be resident in Mali.” (Article 13)

However, majority of owners of media house are at the same time the editors. Owners who do not practise the trade may have interests that are not necessarily journalistic. They therefore pay close attention to the editorial line. Generally, owners of media houses feel that journalists must do what they want.

Many media houses have an editorial line that can be easily determined by reading newspapers or listening to radio but this can change depending on the interests. And a journalist who works within the media house is caught in the trap of these lines that keep shifting.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

1.8

## 4.7 Journalists and media houses have integrity and are not corrupt.

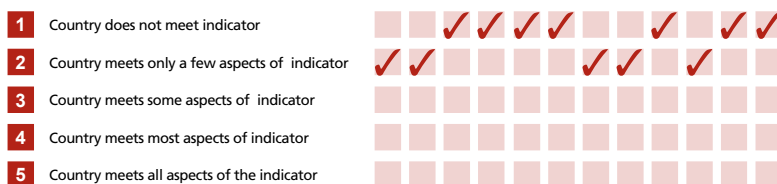
"In this regard, journalists' actions reflect a situation of pervasive corruption. It is increasingly the norm. The few journalists with integrity who still resist the temptation are exceptions" affirmed a panellist. There are practices that are considered as bad but are the extensions of customs and traditions within the society.

Journalists often demand "fuel coupon", "sheep of the feast" or "bazin". However, panellists are of the view that they are not the only corrupt people. They noted the distribution of gifts or envelopes as gratification for reporting by organisers of public events. "If there is no giver of bribes, there will be no receiver," said a panellist in an attempt to justify the situation. He added that promoters of events often have things to hide and therefore pay so that the journalist reports what is convenient for them. Another panellist felt that promoters pay because it is not likely that their event will be reported in the media if the journalist does not receive anything.

For some, the poor remuneration may account for this practice which is increasingly taking root especially due to the attendance sheet which compels organisers or sources to pay the transportation cost to journalists.

### Scores:

#### Individual scores:



#### Average score:

1.4

## 4.8 Salary levels and general working conditions for journalists and other media practitioners are adequate.

In Mali, a collective bargaining agreement for the press was signed as far back as 2009, but is yet to be implemented. It regulates the working relationship between media employers association and employees of press houses. It has always been a bone of contention between media actors.

The salary scale for workers of media houses proposed in the collective bargaining agreement is relatively aligned with that of civil servants in general.

Compared to the rising cost of living, salary levels are considered as very low. In practice, there is a disparity between salaries in the public sector where a journalist start from 89 000 (135 Euro) and the private sector where the ceiling is CFA 100 000 (152 Euros) and some journalists receive less than the minimum wage, which is equivalent to CFA 36 415 (55 Euros). Many are not registered with the social security fund. There is no career plan and much less insurance for journalists.

The fact is that many media houses cannot pay salaries. Most newspapers, for example, have a circulation of between 200 and 500 copies.

Even without salary, more and more of them are working in the media houses, for want of anything better, especially those who do not have any qualification or professional experience. They often engage in hosting radio programmes. In addition, they can always hope to depend on bribes while awaiting a better future in other areas.

Panellists recognised that the implementation of the collective bargaining agreement could improve the living standard of reporters, journalists and other media employees.

### Scores:

#### Individual scores:

|          |                                               |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |
|----------|-----------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| <b>1</b> | Country does not meet indicator               | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |
| <b>2</b> | Country meets only a few aspects of indicator | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| <b>3</b> | Country meets some aspects of indicator       | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| <b>4</b> | Country meets most aspects of indicator       | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| <b>5</b> | Country meets all aspects of the indicator    | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |

**Average score:**

**1.4**

## 4.9 Media professionals have access to training facilities offering formal qualification programmes as well as opportunities to upgrade skills.

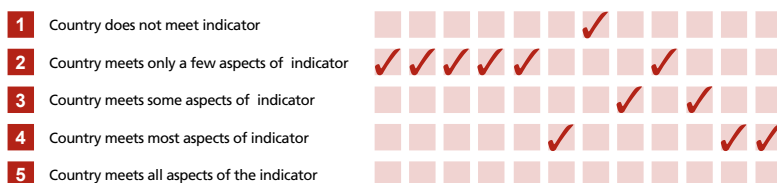
Many Malian journalists are trained abroad and still attend schools abroad for lack of institutions which provide training in information and communication science and techniques in the country. There are some private schools in Mali which offer training courses in marketing, management and sometimes journalism. These courses do not generally meet the standards for the state to recognise the certificates awarded. However, since 2010, the West African Catholic University, which has relocated to Mali, has opened a journalism department.

Due to the lack of a conventional training institute, the *Maison de Presse* has hosted thematic training Friedrich-Ebert-Stiftung, UNESCO, West Africa Panos Institute and UNICEF. Unfortunately, it is the same individuals who attend such courses. They are more of “per diem hunters” than people who are seeking training.

The Ministry of Communication has initiated a process to establish an institute of journalism which is scheduled to be launched during the 2012-2013 academic year. Unfortunately, the building that will house the institute is still under construction. There is still a long way to go. Newspaper houses continue to receive and train on the job those who make the request.

### Scores:

#### Individual scores:



#### Average score:

2.6

4.10 Journalists and other media practitioners are organised in trade unions and/or professional associations, which effectively represent their interests.

There are about fifty professional associations and networks, most of which are members of *Maison de Presse*. Strictly speaking, there is no trade union exclusively for journalists but there is one specifically for the public sector media which includes journalists, film producers, printers, etc. and is known as National Trade Union for the Information, Press and Book Industry (SNPIL) which is hardly visible.

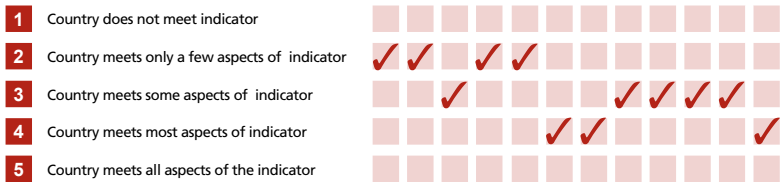
A new trade union has been inaugurated. It is the print media workers union which is already saddled with an inherent shortcoming i.e. divergent interests.

Most of these associations are formed as a result of thematic training seminars and workshops which bring together at most about fifteen participants. This is exactly the number required to set up the governing body of the association at the instigation of organisers with the aim of establishing a network. Many journalists are not informed of the existence of such associations. It is sometimes a group of friends who form a body which is hardly concerned about defending the interest of the association.

To conclude, it can be said that there are many media associations but they are often plagued with internal disputes which undermine their actions and synergies. Recent events associated with the institutional and security crisis in the country have led to a remobilisation for the defence of the profession's interests.

Scores:

Individual scores:



Average score: 2.9

Average score for sector 4: 2.3

Overall Country Score: 2.9

# The way forward

## 1. What were the developments in the media environment in the last two/three years?

### Positive developments

- Increase in the media coverage rate.
- Establishment of new private radios: currently, 325 are operational.
- Launch of a second TV channel.
- Provision of 3 Video Outside Broadcast Vehicles for the ORTM.
- The establishment of a digital earth station for transmission and reception by satellite based on C and Ku band.
- Laying of the foundation stone for the new headquarters of the ORTM.
- Review of laws and regulations.
- Enactment of a law on broadcasting.
- Preparation of several bills.
- Opening of a training institute.
- Opening of a journalism department at the Catholic University.
- Reduction in the cost of telecommunication.
- Signing of an agreement between the print media employers association and a telephone company.

### Negative developments

- Poor performance of the Observatory of professional conduct and ethics in the print media (self-regulatory body).
- Burning and destruction of radio stations.
- Reduction in assistance to the media.
- Halting of construction works at the school of journalism site.
- Frequent aggressions against journalists.
- Non-implementation of the collective bargaining agreement.
- Non-enforcement of the new law on broadcasting.
- Inertia of regulatory bodies.
- Intimidation of journalists.
- Poor working conditions for media workers.
- Decline in the quality of the media content.

## 2. What kinds of activities are needed over the next years?

- Display of the code of conduct and ethics in media houses.
- Sensitisation on the collective agreement.
- Establishment of a centre for the purchase of inputs for media production.
- Capacity building in terms of specialisation of journalists in various areas.
- Launch and dissemination of the BMA report at the level of institutions (Presidency, government, ministries, Parliament, Embassies, NGOs, Civil Society, etc).
- Establishment of a programme for the revival of ODEP by Maison de Presse.
- Establishment of mechanisms to develop partnership between the media and other institutional and financial support organisations.
- Organisation of periodic meetings with CSO (CAFO).
- The Friedrich-Ebert-Stiftung has expressed its readiness to support the media in the implementation of its initiatives.

*The meeting took place at Ségou, Mali, on 2 - 4 November 2012.*

## Panellists:

### Civil Society:

1. Mr. Abraham Bengaly - Law Professor
2. Mad. Traoré Oumou Touré - Women's Rights Advocate
3. Lawyer Moctar Mariko - Lawyer
4. Mr. Ibrahima Diallo - Trade Unionist
5. Mme. Djénèba Karabemta - Magistrate, Civil-Society Activist
6. Mr. Ousmane Bamba - ICT Expert

### Media :

7. Mr. Alexis Kalambry - Journalist, Editor
8. Mad. DIABY Makoro Camara - Journalist, Editor
9. Mr. Nouhoun KEITA - Journalist
10. Mr. Seydou Baba Traore - Journalist
11. Mr. Sadou Yattara - Journalist, Editor
12. Mad. Ndèye Tapha Sossé - Journalist

### Rapporteur:

Mr. Mahamadou Talata Maïga, Journalist

### Moderator:

Mr. Souleymane Sane, Journalist

**Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)**

fesmedia Africa

Windhoek

Namibia

Tel: +264 61 417500

Fax: +264 61 237441

E-mail: [info@fesmedia.org](mailto:info@fesmedia.org)

[www.fesmedia-africa.org](http://www.fesmedia-africa.org)

**Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) Mali**

B.P. 428, Bamako, Mali

Rue 27 porte 49

Tel: +223 2022 4424

Fax: +223 2022 9113

[info@fes-mali.org](mailto:info@fes-mali.org)

[www.fes-mali.org](http://www.fes-mali.org)



ISBN No. 978-99945-77-03-3